



"Agents secrets à la frontière belgo-allemande. Des Services de Renseignements alliés et allemands entre 1920 et 1940 dans la région d'Eupen"

Beck, Philippe ; Verhoeyen, Etienne

Abstract

LE PRÉSENT ARTICLE LÈVE UN VOILE SUR UNE PARTIE DES ACTIONS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS (SR) BELGES, ALLIÉS ET ALLEMANDS PENDANT L'ENTRE-DEUX-GUERRES DANS LA RÉGION D'EUPEN. L'OBJECTIF EST DE MONTRER COMMENT LES DIFFÉRENTS SERVICES DE RENSEIGNEMENTS ONT AGI SUR LE TERRAIN ET À QUEL POINT DES CIVILS DE LA RÉGION FRONTALIÈRE Y ONT PARTICIPÉ. IL EN RÉSULTE QUE CETTE ÉTUDE REFLÈTE LA POLARISATION DE LA POPULATION EUPEN-MALMÉDIENNE ENTRE LES CAMPS PRO-ALLEMAND ET PRO-BELGE DANS LES ANNÉES 30. IL EST DONC IMPORTANT DE RAPPELER D'ABORD BRIÈVEMENT LA SITUATION PARTICULIÈRE À EUPEN-MALMEDY À CETTE ÉPOQUE. APRÈS AVOIR LIVRÉ UNE VUE D'ENSEMBLE DU FONCTIONNEMENT DES DIFFÉRENTS SR À L'ŒUVRE DANS LA RÉGION FRONTALIÈRE, SERONT PRÉSENTÉS LES CAS DES RÉSEAUX GRAVITANT AUTOUR DE PETER SCHMITZ ET DE HEINRICH NIEDERAU. LE PREMIER A ÉTÉ UNE FIGURE CLÉ POUR LES SR BELGE ET ALLIÉS. LE SECOND ILLUSTRE LE TRAVAIL D'UN AGENT DE RENSEIGNEMENTS POUR LE SR BELGE....

Document type : *Article de périodique (Journal article)*

Référence bibliographique

Beck, Philippe ; Verhoeyen, Etienne. *Agents secrets à la frontière belgo-allemande. Des Services de Renseignements alliés et allemands entre 1920 et 1940 dans la région d'Eupen*. In: *Cahiers d'Histoire du Temps Present*, , no.21, p. 93-134 (2009)

AGENTS SECRETS À LA FRONTIÈRE BELGO-ALLEMANDE

Des services de renseignements belges, alliés et allemands entre 1920 et 1940 dans la région d'Eupen

PHILIPPE BECK & ETIENNE VERHOEYEN *

LE PRÉSENT ARTICLE LÈVE UN VOILE SUR UNE PARTIE DES ACTIONS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS (SR) BELGES, ALLIÉS ET ALLEMANDS PENDANT L'ENTRE-DEUX-GUERRES DANS LA RÉGION D'EUPEN ¹. L'OBJECTIF EST DE MONTRER COMMENT LES DIFFÉRENTS SERVICES DE RENSEIGNEMENTS ONT AGI SUR LE TERRAIN ET À QUEL POINT DES CIVILS DE LA RÉGION FRONTALIÈRE Y ONT PARTICIPÉ. IL EN RÉSULTE QUE CETTE ÉTUDE REFLÈTE LA POLARISATION DE LA POPULATION EUPEN-MALMÉDIENNE ENTRE LES CAMPS PRO-ALLEMAND ET PRO-BELGE DANS LES ANNÉES 30. IL EST DONC IMPORTANT DE RAPPELER D'ABORD BRIÈVEMENT LA SITUATION PARTICULIÈRE À EUPEN-MALMEDY À CETTE ÉPOQUE. APRÈS AVOIR LIVRÉ UNE VUE D'ENSEMBLE DU FONCTIONNEMENT DES DIFFÉRENTS SR À L'ŒUVRE DANS LA RÉGION FRONTALIÈRE, SERONT PRÉSENTÉS LES CAS DES RÉSEAUX GRAVITANT AUTOUR DE PETER SCHMITZ ET DE HEINRICH NIEDERAU. LE PREMIER A ÉTÉ UNE FIGURE CLÉ POUR LES SR BELGE ET ALLIÉS. LE SECOND ILLUSTRE LE TRAVAIL D'UN AGENT DE RENSEIGNEMENTS POUR LE SR BELGE. EN GUISE DE CONCLUSION, NOUS ESSAYERONS DE DRESSER UN PROFIL DES AGENTS DONT IL AURA ÉTÉ QUESTION ET DE SITUER LEUR ACTIVITÉ DANS LE CONTEXTE DU BOX, UN OFFICE DE RENSEIGNEMENTS TRIPARTITE (BELGE, FRANÇAIS ET BRITANNIQUE) MAL CONNU JUSQU'À PRÉSENT.

Depuis plus de dix ans, l'historiographie belge peut se réjouir d'un intérêt grandissant pour les services de renseignements de notre pays. Si un certain nombre d'études concernant les réseaux de renseignements belges ayant fonctionné pendant les deux guerres mondiales existe ², on ne sait que peu de choses sur l'Entre-deux-guerres. Une raison évidente en est le manque de documents des services officiels, dont la plupart ont été détruits en mai 1940. Cette circonstance ne permet donc pas de reconstituer le fonctionnement des centres de décision de ces services, ni de savoir de manière précise comment des décisions prises au niveau politique ont affecté leur travail.

Le réarmement allemand en général et la remilitarisation de la Rhénanie par Hitler en 1936 en particulier ont amené les SR belges et alliés à renforcer leur vigilance envers l'Allemagne. Ceci dit, ce pays n'avait pas cessé d'être au centre de l'intérêt des services belges depuis que ces derniers avaient participé à l'occupation de la Ruhr dans les années vingt. Ils y avaient acquis de l'expérience, recruté des agents dont ils se serviraient encore après 1936, soutenu dans une certaine mesure le séparatisme rhénan et surtout noué avec les services alliés des liens qui ne seront plus interrompus jusqu'au 10 mai 1940.

1 Les auteurs tiennent à remercier le professeur Francis Balace pour son aide et ses suggestions de lecture.
2 Les études sur les réseaux de la Seconde Guerre mondiale sont nombreuses; pour la Première Guerre mondiale, nous disposons de l'excellente étude d'EMMANUEL DEBRUYNE & LAURENCE VAN YPERSELE, *De la guerre de l'ombre aux ombres de la guerre*, Bruxelles, 2004.

Des documents disponibles, il n'apparaît pas que la politique d'indépendance belge, promulguée en 1936, ait influencé considérablement cette situation. Seule l'introduction de la politique de neutralité en septembre 1939 semble avoir poussé les services belges à un peu plus de réserve vis-à-vis des organismes alliés sans pour autant se montrer moins vigilants à l'égard de leurs homologues allemands.

L'absence d'archives des services mêmes nous oblige, pour essayer de reconstruire leur activité et d'en mesurer l'impact, de passer par le biais de cas concrets d'agents actifs 'sur le terrain'. Ainsi, la confrontation de sources allemandes (dossiers de la *Gestapo*, de la justice allemande) avec des sources disponibles en Belgique (documents des SR belges ou français au CEGES, dossiers de prisonniers politiques belges conservés par l'Administration des victimes de la guerre, dossiers personnels à l'Office des étrangers, au Centre de documentation historique de l'armée, et à la justice militaire belge) permet dans certains cas et en traitant ces documents avec la réserve qui s'impose, de reconstituer une image partielle des services secrets belges à l'œuvre entre 1920 et 1940. En outre, nous essayerons de répondre aux questions suivantes : qui donne les directives ? qui était recruté ? quelles informations étaient recherchées ? avec quelles conséquences ? qu'en est-il du comportement et de la fiabilité des agents ? quelles étaient leurs motivations ?

1. Entre la Belgique et l'Allemagne : les cantons de l'Est de 1920 à 1940³

Le territoire des cantons de l'Est est réuni pour la première fois en une même entité politique en 1795 dans le département de l'Ourthe avant que le congrès de Vienne ne l'attribue au royaume de Prusse. C'est la division en deux *Kreise* sous l'administration prussienne qui est à l'origine de la dénomination 'Eupen-Malmedy'. En 1920, le traité de Versailles rattache la contrée à la Belgique. Le nouveau territoire sera gouverné pendant cinq ans par le lieutenant général Herman Baltia, responsable de l'organisation d'une 'consultation populaire' contestée. En signant les accords de Locarno en octobre 1925, l'Allemagne prétend renoncer définitivement aux régions d'Eupen-Malmedy.

Les années suivantes sont marquées par la déception de la population concernant 'leur' candidat malheureux aux élections parlementaires et surtout par la révélation de négociations secrètes pour revendre les Cantons à l'Allemagne. Celles-ci échouent cependant suite à l'opposition farouche de la France. Même le roi Albert I^{er}, "monarque prudent et strictement constitutionnel, (...) mit son veto, en 1926, à la rétrocession

3 Pour un bon aperçu de l'histoire des cantons de l'Est jusqu'à nos jours en langue française, nous renvoyons à CHRISTOPH BRÜLL, "Un passé mouvementé : l'histoire de la Communauté germanophone de Belgique", in KATRIN STANGHERLIN (dir.), *La Communauté germanophone de Belgique. Die Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens*, Bruxelles, 2005, p. 17-47. Pour une première synthèse en néerlandais, voir SELM WENSELAERS, *De laatste Belgen. Een geschiedenis van de Oostkantons*, Anvers, 2008.



- En 1930, les troupes d'occupation françaises quittaient la Rhénanie. Ici, deux soldats français observent le “*Deutsches Eck*” à Coblenz, endroit où la Moselle se jette dans le Rhin. Pour l'Allemagne, le lieu a une telle valeur symbolique qu'on y fit placer en 1897 une célèbre statue équestre de Guillaume Ier. (Collection CEGES, photo n° 128.877)

d'Eupen et Malmédy [*sic*] à l'Allemagne”⁴. Ces deux événements, ainsi qu'une politique belge pas toujours favorable à une bonne intégration des Cantons, entraînent un accroissement de la méfiance envers la nouvelle patrie et la montée en puissance des mouvements révisionnistes plaçant pour un retour à l'Allemagne, dont le Parti chrétien populaire (CVP) se fait dès sa création en 1929 le porte-parole. Ceci dit, les révisionnistes se calfeutrent en général derrière des organisations a priori non politiques.

Après la débâcle des élections de 1929, l'Union catholique s'efforce de prendre mieux en considération les souhaits des cantons de l'Est. Dans le même temps, l'Allemagne réussit à gagner de l'influence par le biais du *Verein für das Deutschtum im Ausland* (VDA). Les autorités belges réagissent par une surveillance accrue du territoire

⁴ ROBERT DEMOULIN, “Comment un diplomate français voyait la presse belge à la veille de la seconde guerre mondiale”, in *Revue du Nord*, n° 261-262, 4-9.1984, p. 701-711, p. 709.

par la Sûreté publique, le renforcement d'organisations pro-belges et l'entrave des organisations pro-allemandes. Après 1933, le travail du VDA s'accroît et les nazis réussissent à développer un réseau de subversion non négligeable dans les Cantons par le biais de diverses organisations relais tels que le *Segelfliegerverein* (club des vélivoles), le *Bogenschiützengesellschaft* (société des archers) ou le *Turnverein* (club de gymnastique). De son côté, l'État belge met en place une loi de déchéance de la nationalité qui frappe en 1935 quatre irrédentistes notoires dont Josef Dehottay, candidat n° 1 du CVP. L'Union catholique se remet partiellement de sa défaite de 1929 alors que les socialistes cessent à partir de 1933 de revendiquer un plébiscite décidant d'une éventuelle révision de la frontière. Le CVP reste le parti dominant, mais perd continuellement du terrain. En 1936, il change son nom en *Heimattreue Front*, appellation qui constitue un plaidoyer explicite pour un retour à l'Allemagne. Le mouvement révisionniste sera de plus en plus sous la tutelle de la propagande national-socialiste⁵. De plus, à partir de 1939, l'*Abwehr* organise avec la collaboration active des dirigeants du *Heimattreue Front* une campagne de désertion parmi les soldats mobilisés des Cantons, dont certains participeront aux côtés de commandos allemands à l'invasion du 10 mai 1940.

C'est ainsi que s'élargit le fossé entre les partisans du rattachement à la Belgique et ceux du retour à l'Allemagne. Ceci dit, une vision manichéenne serait de loin trop simpliste et réductrice. Les services allemands, belges et alliés agissent donc dans un climat particulièrement tendu, les premiers pour tirer profit des mouvements révisionnistes, les autres pour épier l'ennemi potentiel et prendre des contre-mesures aux actions subversives et au réarmement allemands.

II. Les services de renseignements belges à l'œuvre dans les cantons de l'Est

On peut dire que la situation particulière des cantons de l'Est crée les circonstances requises pour en faire un véritable banc d'essai pour tous les services concernés. Passons-les en revue en soulignant que du côté belge les services se chevauchent bien souvent en dépit des règles élémentaires de cloisonnement. Ceci est dû en partie au fait que les divers fonctionnaires et 'officiers traitants' belges en poste dans les Cantons se connaissent, se rencontrent et échangent de temps à autre des agents. Mais un autre élément contribue à ce chevauchement : c'est la situation assez confuse, au niveau de la direction centrale, créée par les rapports équivoques entre la Sûreté publique d'une part et la 2^e Section de l'EMGA d'autre part. C'est ce contexte global que nous exposons ci-dessous, avant de passer aux activités de terrain.

⁵ À ce sujet voir BRUNO KARTHEUSER, *Les années 30 à Eupen-Malmedy. Regard sur le réseau de la subversion allemande*, Neundorf/St. Vith, 2001. L'ouvrage fournit une bonne documentation, mais pose problème à certains niveaux. Voir à ce sujet les réflexions de Christoph Brüll dans ce numéro.

La Sûreté militaire et le Service de contre-information (SCI)

Dès 1917, date de sa création, la Sûreté militaire belge (SM) est l'organe chargé du contre-espionnage. Après l'Armistice, elle est intégrée à la 2^e Section de l'État-major général de l'armée (EMGA) qui est chargée du contre-espionnage et du renseignement extérieur. En Allemagne occupée fonctionne également jusqu'en 1930 une SM, un bureau de renseignements politiques, soit le Bureau des statistiques de l'armée d'occupation (BSAO), un SR militaire proprement dit et le Bureau de liaison de l'armée d'occupation (BLAO), qui s'occupe essentiellement de la liaison avec les services alliés.

Suite à l'affaire du 'faux d'Utrecht' ⁶ en 1929, la Sûreté militaire et le BLAO sont dissous. Le BLAO reprend vie sous la dénomination BOX – il en sera question ultérieurement –, alors que le contre-espionnage est transféré à la Sûreté publique dépendant du Ministère de la justice. C'est seulement fin mai 1937 que le service de contre-espionnage et le SR militaire sont de nouveau installés à la 2^e Section de l'EMGA, où l'on crée le Service de contre-information (SCI) sous la direction du major René Mampuy. Ce dernier travaille en fait à la reconstitution du service dès son affectation au Ministère de la défense nationale, le 9 juillet 1935.

Le SR/SCI s'appuie d'une part sur des officiers d'active, d'autre part sur des fonctionnaires civils. Pour les cantons de l'Est, les directives émanent de l'EMGA et sont, via le major René Mampuy, transmises à son représentant à Liège, le capitaine Robert Wandervelle. Celui-ci a sous ses ordres le lieutenant Jean Delrez à Verviers et le sous-officier Pierre Delvoye à Liège. D'autre part, le SR/SCI travaille également avec des gendarmes qui sont tenus de récolter des informations militaires sur l'Allemagne. Le lieutenant Marcel Furnémont, commandant du district d'Eupen de 1934 à 1939, et le maréchal des logis Léo Van Zuyt figurent parmi les responsables qui recrutent des agents dans ce but dans la région d'Eupen. À côté de ces officiers d'active et de ces gendarmes, le SR/SCI dispose également de collaborateurs civils, venus souvent de la gendarmerie.

La Sûreté publique (SP)

Aussi vieille que l'État belge, la SP s'occupe en principe de la surveillance des étrangers et des menées subversives. Mais elle a également son service de contre-espionnage qui collabore dans une certaine mesure avec l'EMGA. Déjà en 1923, la SP fait appel à la gendarmerie pour lui prêter main forte dans la surveillance des milieux fascistes issus

⁶ Voir par exemple ROBIN LIBERT, "In vogelvlucht. De geschiedenis van 175 jaar Veiligheid van de Staat", in MARC COOLS et a. (dir.), *De Staatsveiligheid. Essays over 175 jaar Veiligheid van de Staat. La Sûreté. Essais sur les 175 ans de la Sûreté de l'État*, Bruxelles, 2005, p. 23-48, en particulier p. 34. La Sûreté militaire s'était compromise par la confection de faux documents se rapportant à l'accord secret belgo-français. Ces documents furent publiés dans un journal hollandais, ce qui exposa singulièrement la Sûreté militaire et mena à sa suppression.

de l'immigration italienne. Elle collabore également avec l'EMGA et la gendarmerie pour surveiller les mouvements pro-allemands dans les cantons de l'Est. Après 1933, elle ordonne "la répression de toute manifestation d'appartenance à la mouvance nazie, et ce plus particulièrement dans les cantons de l'Est. Dans un premier temps réprimé, le port d'insignes nazis est finalement toléré pour les ressortissants allemands bien que l'on procède à leur fichage"⁷. À côté de cela, la Sûreté publique possède un 'service frontière' (*Grenzdienst*), qui fonctionne depuis 1930 avec des fonctionnaires et des civils. En outre, elle dispose d'une Brigade d'information, composée de 40 sous-officiers de la gendarmerie, sous les ordres d'un adjudant de gendarmerie⁸. La réorganisation de 1937 ne signifie pourtant pas que toute forme de contre-espionnage est transférée au SCI/2^e Section. Léon Toussaint, agent de recherche pour la Sûreté publique à Welkenraedt, affirme qu'il a continué son activité dans ce domaine⁹.

Plusieurs des 'officiers traitants' dont il est question ici ont sans doute été choisis parce qu'ils ont des liens avec les cantons de l'Est ou avec l'Allemagne. François Rox de Welkenraedt est bien intégré dans la région et connaît depuis les années vingt plusieurs des personnes qui deviendront ses agents à partir de 1938. Parlant couramment français et allemand, il est en poste à Verviers comme fonctionnaire civil dépendant du service de Mampuy à partir de juin 1938. Comme il connaît bien la région frontalière, il s'affaire surtout entre Eupen et la frontière. Léo Van Zuyt est marié à une Allemande et parle également allemand. Léon Toussaint, un 'vieux renard' du renseignement, est aussi né à Welkenraedt et connaît beaucoup de gens dans la région. Autre fait remarquable : plusieurs personnes qui sont chargées, soit par la Sûreté publique soit par l'EMGA, de s'occuper de l'Allemagne, ont fait partie des services de renseignements belges dans la Ruhr, entre 1920 et 1929. C'est le cas de Toussaint, du major Delaruwière (sur lequel nous reviendrons), d'Heinrich Niederau (à qui sera dédiée une section de cet article), et d'Arthur Bastin, un autre collaborateur de Mampuy qui dispose d'un vaste réseau dans les deux Limbourg et en Allemagne même, dont nous ne traiterons pas ici. Sans oublier que F.E. Louwage fut jusqu'en septembre 1919 le chef de la Sûreté militaire en Allemagne occupée, et que Mampuy y a fait partie de la Commission de contrôle interalliée.

Les agents recrutés par les deux services belges sont le plus souvent rémunérés. Cette rémunération comprend généralement le remboursement des frais de voyage et une prime de renseignement. Le gendarme Léo Van Zuyt dira aux Allemands, après son arrestation, que l'argent avec lequel il payait ses agents venait de Mampuy. C'est sans

7 XAVIER ROUSSEAU & DAVID SOMER, "Pour une histoire de la Sûreté de l'État en Belgique. Essai autour de 175 ans de pénombre", in COOLS et a. (dir.), *op.cit.*, p. 49-74, en particulier p. 61.

8 Note de F. Louwage à l'administrateur de la Sûreté de l'État, 15.4.1946 (CEGES, *Archives de la Sûreté de l'État-Londres*, AA 1333).

9 Lettre de Toussaint au Ministère de la reconstruction, 6.10.1948 (AVG, dossier SdR n° 036700 Léon Toussaint).

doute une des faiblesses de ce système, car plus d'un agent en profitera pour monnayer ses renseignements deux fois ou, comme nous le verrons dans le cas de Touwaide, inventera des soi-disant renseignements pour en tirer profit.

III. Les contacts entre services de renseignements belge, français et britannique

On sait que les services belges ont, dans l'Entre-deux-guerres, entretenu de bonnes relations avec le SR français et le *Secret Intelligence Service* (SIS). Des auteurs français (Navarre, Paillole, Doudot) ont affirmé que la collaboration du SR français avec ses correspondants belges est devenue plus difficile après l'introduction de la politique d'indépendance en 1936, et qu'elle devait se limiter à des contacts interpersonnels plutôt que s'étendre à des rapports interservices. On constate néanmoins, dans les documents conservés du service français, que des renseignements sont encore échangés entre services au niveau de la direction jusqu'en mai-juin 1940¹⁰.

C'est de la franche collaboration entre services français, britanniques et belges dans la Ruhr que découle un organe au sein duquel les trois structures continuent à coopérer jusqu'en 1939. C'est le BOX (*Bureau of Exchange*), créé en 1929 comme successeur du BLAO¹¹. Il a son siège à Bruxelles et s'installe en 1938 dans un bureau sis 137, rue du Prévôt à Ixelles. Comme son nom l'indique, le BOX est un organisme d'échange de renseignements, où chaque pays est représenté par un officier. Ainsi, la France dispose d'un adjoint de l'attaché militaire et la Grande-Bretagne d'un officier attaché au *Passport Control Office*. À la tête du BOX se trouve le major de réserve Gustave Delaruière qui faisait partie de l'état-major de l'armée belge d'occupation en 1920-21. Jusqu'à sa retraite en 1937, il est chargé, comme expert en la matière, du cours de tactique de renseignements et organisation comparée à l'École de guerre¹². Le transfert des services de la Sûreté militaire à la Sûreté publique en 1929, après l'affaire du 'faux d'Utrecht', est effectué sous sa supervision; en outre, il fonctionne à la même époque comme officier de liaison entre l'EMGA et la Sûreté publique. Lorsqu'en 1934, le ministre de la Défense Albert Devèze, dont les conflits avec l'EMGA sont connus, veut créer un SR militaire avec l'intention de le confier à la Sûreté publique, il lui faut trouver un 'directeur technique', puisque la Sûreté n'a pas de compétence militaire. Son choix se porte sur le chef du BOX plutôt que sur celui de la 2^e Section de l'époque, le major Diepenrijckx. Ainsi, selon une note française¹³, Delaruière réunit deux services entre ses mains : celui de la Sûreté

¹⁰ CEGES, AA 1423, *Archives partielles des services de renseignements français (1920-1942)*.

¹¹ CEGES, AA 1423, 7/1/615, et EMMANUEL DEBRUYNE & ETIENNE VERHOEYEN, "Les années Londoniennes", in MARC COOLS & a., *op.cit.*, p. 75-92, part. p. 85.

¹² CDH, dossier matriculaire Gustave Delaruière.

¹³ Compte rendu du 31.1.1934 (CEGES, *Archives partielles des services de renseignements français 1920-1942*, AA 1423, 7/1/615).

“qui opère dans la zone frontière” et le BOX “qui travaille en profondeur”, c’est-à-dire en Allemagne même. Les quelques documents français disponibles soulignent l’hostilité de l’EMGA envers le BOX tout au long de son existence; ils témoignent, par contre, de la franche collaboration entre le BOX et la Sûreté publique. Les Français se réjouissent de ce projet, car “le rendement maximum sera obtenu dans la zone frontière, puisque c’est le Chef de la Sûreté qui est chargé du renseignement dans la région limitrophe”¹⁴. Il est bien entendu que la note française réfère à la frontière belgo-allemande. En effet, le BOX rassemble exclusivement des renseignements sur l’Allemagne; c’est pourquoi il est particulièrement intéressé à trouver des collaborateurs dans les cantons de l’Est et parmi les frontaliers qui se rendent souvent à Aix-la-Chapelle pour des raisons professionnelles.

Le gouvernement belge décide début juillet 1939 de dissoudre le BOX pour “des raisons de neutralité et d’indépendance”¹⁵ et pour traiter tous les SR à pied d’égalité. Les Britanniques regrettent la suppression du BOX. Ils “appréciaient beaucoup les informations en provenance de ce poste, lesquelles se caractérisaient par l’absence de renseignements militaires proprement dits. Le poste de Bruxelles constituait à leurs yeux une de leurs meilleures antennes sur le continent”¹⁶. C’est donc seulement en 1939, en vue de l’introduction d’une véritable politique de neutralité, que la Belgique devient officiellement plus réticente vis-à-vis de la collaboration avec les Français et les Britanniques. Cette décision prouve que l’activité du BOX est, dans les années trente, officiellement connue et couverte par le gouvernement belge. Les documents disponibles montrent d’ailleurs que des fonctionnaires de la Sûreté publique participent, avec des officiers français, à des réunions ayant pour objet l’organisation du BOX et la collaboration entre services, et que le gouvernement belge met de nouveau des crédits à la disposition du BOX après la disparition du général Galet à la tête de l’EMGA en 1932, événement dont se réjouit alors le SR français¹⁷.

IV. Peter Schmitz, un agent clé des services de renseignements alliés à Eupen

L’Eupenois Peter Schmitz (1887-1938), soldat allemand en 14-18, a été marqué par les combats dans le nord de la France où il fut blessé, puis promu sous-officier et décoré de la Croix de fer. Ayant eu une formation de sculpteur sur bois, il gagne sa vie après la guerre en tant que marchand d’art, mais aussi comme écrivain, journaliste et agent de renseignements. Le pacifisme et l’antimilitarisme qui marquent ses écrits et ses actions peuvent être perçus comme des conséquences de la désillusion de la guerre.

¹⁴ *Ibidem*.

¹⁵ Note du SCR du 7 juillet 1939 (CEGES, Archives..., AA 1423, 7/1/615).

¹⁶ *Ibidem*.

¹⁷ Compte rendu du 30.8.1937 (CEGES, ..., AA 1423, 7/1/615).

“Un pro-belge à toute épreuve”¹⁸

Sans qu'elle soit pour autant germanophobe, l'attitude adoptée par Peter Schmitz dès le début des années vingt est foncièrement pro-belge. Avec le rattachement des cantons de l'Est à la Belgique, il obtient la nationalité belge et travaille pour plusieurs journaux pro-belges de la région. L'hebdomadaire *La Nouvelle Belgique* (1923-1940) trouve en Schmitz un de ses premiers collaborateurs. Ce journal libéral, imprimé à Liège et édité à Eupen sous la responsabilité d'Alfred F. Sluse, contient aussi bien des articles en français qu'en allemand; sa parution constitue une des mesures prises par le gouvernement pour intégrer au mieux le nouveau territoire. Avant de devenir journaliste libre du *Grenz-Echo* – quotidien pro-belge fondé en 1927 et interdit sur le territoire du Reich dès le 24 avril 1933 (!) –, Schmitz est en 1925 un des cofondateurs de l'organe mensuel *L'Invalide. Journal de l'Association des invalides de guerre, invalides militaires, ayant droits et anciens combattants d'Eupen-Malmédy-Saint-Vith et La Calamine* pour lequel il écrit régulièrement des articles 'subversifs'. Il y publie d'ailleurs en 1931 une première version de son roman anti-guerre *Bataillon Eupen-Malmedy* – le seul roman de guerre de langue allemande paru en Belgique – sous forme de feuilleton. C'est seulement en 1937 qu'une version révisée portant le titre évocateur *Golgatha* sera éditée chez Paul Kaiser à Eupen¹⁹.

Peter Schmitz compte, parmi ses connaissances pro-belges, les journalistes Alfred Sluse et Henri Michel, mais aussi des gendarmes, en particulier Léo Van Zuyt²⁰, dont il a été question auparavant, qui vient souvent lui rendre visite. Ce dernier est en contact direct avec le major René Mampuy. À une occasion au moins, Schmitz rencontre même le haut-commissaire Baltia. En outre, il est en relation avec des Juifs, déserteurs, communistes et autres émigrants allemands, qu'il interroge, soutient financièrement et dirige éventuellement vers d'autres organismes de soutien²¹. Parmi ces personnes figurent e.a. Ludwig Cardué, Joseph Ross et le Dr. Otto Eugen Mayer, qui travaillent à partir de 1933 pour le *Grenz-Echo*. Selon les déclarations de Van Zuyt aux Allemands après son arrestation en 1940, cet argent serait venu du service de renseignements belge.

18 Alfred Sluse à propos de Peter Schmitz dans un document du 18/01/1927 (OE, dossier n° 1460461 Karl Schütten).

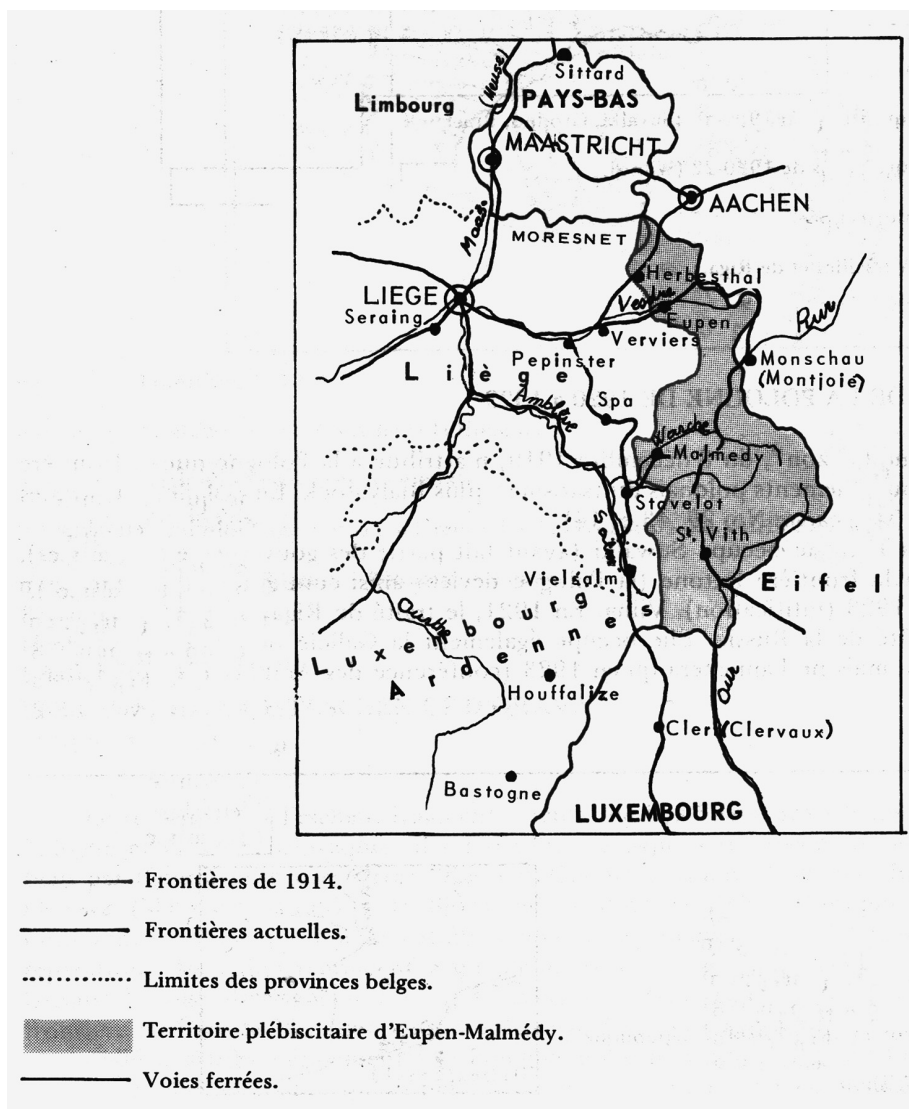
19 Ce roman pacifiste peut être comparé au classique d'Erich Maria Remarque, *À l'Ouest rien de nouveau* (1928/1929). Voir à ce sujet PHILIPPE BECK, "Das Deutschlandbild in der deutschsprachigen Literatur Belgiens in der Zwischenkriegszeit. Der Fall des ostbelgischen Kriegsromans *Golgatha* von Peter Schmitz", in MARNIX BEYEN, GREET DRAYE & HUBERT ROLAND (dir.), *Deutschlandbilder in Belgien 1830-1940*, Münster, à paraître à l'automne 2009.

20 Van Zuyt est en fonction à Eupen de décembre 1932 au 25 mars 1939, date à laquelle il est transféré à la 2^e Section du Ministère de la défense. Du 1^{er} janvier 1943 au 30 septembre 1945, il fera partie du secteur Athos du service Zéro (CDH, dossier matriculaire n° 3269608 Léo Van Zuyt).

21 Conclusions des services allemands (AVG, dossier SdR n° 169250 Peter Schmitz, p. 1). Ce dossier portera par la suite la référence "AVG, PS".

Au service de l'espion le plus recherché du SR français

Les premiers indices de recherche d'informations d'ordre militaire pour un service de renseignements de la part de Peter Schmitz remontent à l'année 1929. Il se peut qu'en cette période difficile, Schmitz n'ait pas été insensible à l'aspect rémunérateur de



- Carte de la région d'Eupen-Malmedy, telle qu'elle fut annexée en 1920 par la Belgique.
(ALDO DAMI, *Les frontières européennes de 1900 à 1975*, Genève, 1976, p. 92)

l'engagement. Mais vu ses liens étroits avec les milieux pro-belges et la gendarmerie de la région, ainsi que son attitude militante en tant que journaliste, son travail pour les SR n'est pas vraiment étonnant.

Un des commanditaires principaux de Schmitz n'est autre que Rodolphe Lemoine alias Rex, 'l'homme à tout faire' du Deuxième Bureau français, "l'espion français connu, redouté, admiré et recherché par tous les Services spéciaux du monde"²². Lemoine rencontre régulièrement à partir de 1931, et ce jusqu'en 1937, Hans Thilo Schmidt alias Asche/H.E., un des principaux informateurs du SR français concernant les secrets de la machine Énigma et la stratégie hitlérienne. Les premières rencontres se déroulent à Verviers et il n'est pas exclu que Lemoine en profite pour voir aussi Schmitz qui, lui, fréquente le café Le Tank. Car, selon une source allemande, Schmitz aurait travaillé depuis le début des années trente pour cet homme aux mille surnoms.

Schmitz fait probablement la rencontre de Lemoine par le biais du marchand d'art Ludwig Maringer qu'il connaît depuis le début des années vingt. Maringer, un Néerlandais vivant en Allemagne, porte autant d'intérêt aux renseignements de toute nature et aux salles de jeux qu'aux objets d'art. De 1895 au début de la Première Guerre en effet, il habite en Angleterre où il se lie d'amitié avec l'Allemand Rudolf Stallmann alias "Korff-König", qui est à l'époque un adepte notoire des casinos. En 1913, il héberge même pendant quelque temps Stallmann dans son logement londonien. Au début du conflit, les deux hommes perdent contact. Maringer propose alors à l'*Abwehrdienst*²³ des renseignements militaires sur l'Angleterre et s'installe dans un bureau à Amsterdam pour camoufler son activité. Dans le même temps, il travaille pour le SR français contre l'Allemagne. Stallmann, lui, agit pendant la guerre à Barcelone et San Sebastian pour un service de renseignements français. En 1920, il part pour la France, où il change de nationalité et de nom. Se faisant désormais appeler Rodolphe Lemoine, il officie dès lors pour le compte du Deuxième Bureau et devient un des principaux recruteurs français d'agents de renseignements.

Début août 1920, Lemoine recontacte Maringer pour lui proposer quelques missions préparatoires à l'entrée des troupes françaises en Rhénanie. Le Néerlandais accepte la mission, mais en informe aussitôt la *Stapo* de Berlin. Pendant les années vingt, Maringer habite en Allemagne et travaille pour l'*Abwehrstelle* de Cologne. En 1927, il déménage pour Eupen, où il loge jusqu'en 1932 chez Peter Schmitz. Profitant de la proximité avec Spa, il côtoie Lemoine dans les salles de jeux, tout en gardant le contact avec Cologne.

À partir de 1932, Schmitz dispose d'un bureau au *Werthplatz* 1 à Eupen. Pour camoufler son activité de renseignement, il y vend des cubes de bouillon au nom de la firme Ola

²² PAUL PAILLOLE, *Notre espion chez Hitler*, Paris, 1985, p. 13.

²³ HStAD, Ludwig Maringer, *Gestapoakte der Gestapoleitstelle Düsseldorf*, RW 58-12674, p. 40.

Industries. En fait, il y accueille de temps à autre des gendarmes et officiers belges ainsi que, de façon régulière, des agents qu'il envoie en mission en divers lieux de l'Allemagne. Leur tâche est de recueillir des informations concernant l'industrie de l'armement (en particulier les usines camouflées), le (dé)placement de troupes ainsi que la construction de fortifications et de casernes près de la frontière belgo-allemande. À partir de 1936, Schmitz est surveillé par la *Gestapo*. La prudence l'incite à ne pas prendre le risque de se rendre en Allemagne. Preuve que cette précaution est justifiée, des étudiants allemands essaient à plusieurs reprises de l'enlever. C'est sans doute suite aux interventions de Maringer que les services allemands sont au courant des activités de Schmitz. Le Néerlandais propose d'ailleurs vers 1935 à l'*Abwehrstelle* de Cologne de faire sauter le réseau de Schmitz pour une somme de 2 à 3.000 FB ²⁴.

Un immigré juif et le service secret britannique

Dès 1935, Schmitz se rend régulièrement à Bruxelles. Il y est membre du jury pour l'art ancien à l'Exposition universelle, mais rencontre en dehors de ce cadre un immigré allemand d'origine juive converti au protestantisme, le docteur en droit Karl Goldmann. Ce dernier quitte l'Allemagne après l'accession au pouvoir d'Hitler et demande pour lui et sa famille le permis de séjour en Belgique. Il est soutenu dès son arrivée par le Comité d'aide et d'assistance aux victimes de l'antisémitisme en Allemagne, et un peu plus tard par le fonds Matteotti. En attendant, il se rend à Londres où un pasteur évangéliste adepte de théories pacifistes l'héberge ²⁵. Finalement, il s'installe avec sa femme et son fils à Bruxelles. "À partir de ce moment, il se mit au service d'un groupement de l'*Intelligence Service* en qualité de collaborateur scientifique et correspondant d'une série de revues anglaises et américaines non destinées au public. Il y remplit ses fonctions jusqu'à la déclaration de la guerre en 1939, et n'était en rapport qu'avec deux intermédiaires anglais qui lui transmettaient les ordres et réceptionnaient les articles. Il s'agissait de Mr. Hopkins, BP 415 Bruxelles I, et d'un certain Spears, firme Reginald-James, rue de Stassart 32, Bruxelles". Selon une lettre du fils Goldmann adressée au Ministère de la reconstruction en 1952, ce sont "les seules indications exactes au sujet des activités de [s]on père" ²⁶. Celui-ci a probablement rencontré Thomas William Hopkins ²⁷ dans le cadre de la Commission interalliée officiant en Haute Silésie dans les années vingt, ou en 1935 à Londres. Quant à Spears, il s'agissait peut-être d'un parent du brigadier-général

²⁴ *Idem*, p. 247.

²⁵ Sûreté Publique, Commission interministérielle pour les réfugiés allemands, réunion n° 44 du 7.6.35 (OE, dossier n° 7091968 Karl Goldmann).

²⁶ Lettre de Frans Goldmann du 19/03/1952 au Ministère de la reconstruction (AVG, dossier SdR n° 166473 Karl Goldmann, 4/2).

²⁷ Selon son dossier à l'OE, il était représentant de la maison Richard, une organisation de pronostic de football, rue Royale 336 à Schaerbeek. Il fut expulsé du royaume en mars 1937, manifestement parce que l'organisation de pronostic était soupçonnée de fraude et d'escroquerie (OE, dossier n° 7213349 Thomas William Hopkins).

Edward Louis Spears qui était “l’officier de liaison semi-officiel de Churchill”²⁸ avec le Deuxième Bureau français.

Goldmann travaille ainsi pour le SIS sous la couverture de plusieurs bureaux de presse, de traduction ou de dessins techniques à Bruxelles. En même temps, il entretient de bonnes relations avec la Sûreté publique belge. Le bureau de la fondation Carnegie, une autre adresse de couverture, se trouve d’ailleurs rue Ducale 61 à Bruxelles, dans les locaux mêmes de la Sûreté publique ! C’est aussi cette dernière qui fournit en partie l’argent avec lequel Goldmann paye ses agents. L’*Abwehr* réussit à repérer ces relations et note en janvier 1937 que Goldmann bénéficie de la protection de la Sûreté belge²⁹.

Par le biais d’annonces dans des journaux belges et luxembourgeois publiés dans la région frontalière avec l’Allemagne, il recrute à partir de l’été 1935 des “journalistes spécialisés dans le domaine de l’industrie allemande pour une revue anglaise”³⁰. Les intéressés sont priés d’envoyer leur réponse à la BP 524, Bruxelles. Après une première rencontre, Goldmann leur demande généralement de rapporter des données précises concernant l’industrie de l’armement allemande recueillies sur le terrain. Dans certains cas, ses agents sont aussi en contact direct avec Hopkins dont Goldmann ne mentionne que rarement le véritable nom. Lui-même se sert souvent du pseudonyme Simpson³¹.

Le café Deutmann : un lieu de convergence des services de renseignements

Un curieux endroit de convergence des SR apparaît peu avant la remilitarisation de la Rhénanie à Gemereth, entre Eupen et Herbesthal. L’émigré allemand Edgard Deutmann y exploite à partir de 1935 un café qui devient rapidement le point de rencontre des gendarmes et officiers belges en rapport avec la 2^e Section de l’EMGA. Le chef de la gendarmerie d’Eupen Marcel Furnémont, François Rox, Lutz Cardué et l’inspecteur de la Sûreté Léo Toussaint y côtoient entre autres leurs agents respectifs. Lorsque François Rox est envoyé à Verviers par la 2^e Section avec la mission de recruter des agents le long de la frontière allemande, ses chefs à Bruxelles attirent son attention sur Deutmann, dont on connaît manifestement les rapports avec des émigrés allemands, ce dont Rox pourrait tirer profit. Et effectivement, c’est grâce à Deutmann que Rox fait

28 CHRISTOPHER ANDREW, *Secret Service. The Making of the British Intelligence Community*, Londres, 1985, p. 130, 444 et 457.

29 *Schreiben von Ast VI vom 05.01.1937 an Abwehr III f.* [BArch, VGH/Z, Karl Goldmann (10AE), Bd. II, p. 64].

30 *Franz Schuh “Zur Sache”, Aachen, den 3. Juli 1941* [BArch, VGH/Z, Karl Goldmann (10AE), *Anklageschrift*, p. 2, Bd. II, p. 157].

31 Il est à remarquer que le SIS disposait encore d’autres ‘correspondants’ dans les cantons de l’Est. L’émigré autrichien Leo Heymann avait, pour le compte du SIS, organisé un réseau d’informateurs des deux côtés de la frontière belgo-allemande, qui était largement pénétré, cette fois, par l’*Abwehr* (AVG, dossier Léo Kötting; dossier J. Ernst. CEGES, AA 1312, dossier Machacek).

la connaissance de Carl Emonts, réfugié social-démocrate allemand et de Lutz (Louis) Cardué, ancien agitateur séparatiste à Düren ³². On ajoutera encore que l'Allemande Marie Diecker, serveuse dans ledit café venue en Belgique en 1937, y rencontre son commettant Furnémont. Pourtant, rien dans le dossier Deutmann de la Police des étrangers n'indique qu'il a été reconnu comme réfugié politique. Et s'il est en bons termes avec les services belges, il est également un homme de confiance de la *Stapo* de Trèves où il porte le nom de code Hugo ³³, qui est en fait son second prénom. Il sera d'ailleurs signalé par la direction du contre-espionnage belge comme étant soupçonné d'espionnage au détriment de la Belgique. Parmi ses relations figure entre autres Karl Lautermann, dont le père était imprimeur du journal pro-allemand *Junges Volk* d'Eupen-Malmedy ³⁴. D'après François Rox, rattaché au service de contre-espionnage belge à Verviers depuis juin 1938, Deutmann reçoit en mai 1940 l'ordre de la Sûreté publique de quitter la frontière. Il se rend alors à Liège où il se fixe ³⁵. La Sûreté de l'État le signale le 29 mai 1940 comme fraudeur de devises et agent double. La *Gestapo*, de son côté, aurait essayé de l'attirer en Allemagne.

Parmi les clients du café figure aussi Peter Schmitz. Il y rencontre début 1936 Franz Goar Schuh qui l'interroge sur les annonces parues dans le *Grenz-Écho* relatives à la recherche de journalistes s'intéressant à l'industrie allemande pour une revue anglaise. Schuh aurait adressé plusieurs lettres à la BP 524 sans obtenir de réponse. Schmitz lui explique alors que le destinataire de ce courrier est le Dr. Charles Goldmann, employé de la fondation Carnegie, une organisation pacifiste qui porte le nom d'un industriel philanthrope écossais et qui a son siège principal à Londres. Considérant les relations étroites de Schmitz avec la gendarmerie d'Eupen et la 2^e Section d'un côté, et les rapports entre Goldmann et la Sûreté de l'autre, il est probable que le contact entre ces deux personnes ait été établi par les services belges. C'est finalement grâce à une recommandation de Schmitz que Schuh obtient une réponse de Goldmann et le rencontre au printemps à l'hôtel Siru à Bruxelles.

Le loup dans la bergerie

Face à Schuh, qui prétend travailler pour *Der Deutsche Weg* du père Friedrich Muckermann, Goldmann déclare de son côté être actif pour la fondation Carnegie dont le rôle serait de vérifier le but poursuivi par le réarmement allemand. Il lui explique que le contenu des journaux ou revues spécialisées ne l'intéresse pas, mais qu'il lui faut des "informations secrètes" ³⁶.

³² AVG, dossier SdR n° 3382089 François Rox.

³³ Lettre de la *Stapo Trier* à l'*Oberreichsanwalt* du VGH, 18.7.41 (BArch, VGH/Z, Karl Goldmann (10AE), *Handakten*, p. 206).

³⁴ Bulletin d'information de la SE du 29 mai 1940, fiche "Deutmann" (CEGES, AA 1499).

³⁵ AVG, dossier SdR n° 3382089 François Rox, p. 14.

³⁶ *Franz Schuh "Zur Sache", Aachen, 3.7.1941* [BArch, VGH/Z, Karl Goldmann (10AE), Bd. II, p. 157 et sv.].



• Devanture du journal pro-belge *Grenz-Echo* à Eupen.
(Collection CEGES, photo n° 35.795)

Après quelques articles non concluants, Schuh envoie à Goldmann le livre *Das neue deutsche Heer und seine Führer* de Berthold Jacob. Il ne transmet cependant pas les informations sur les garnisons de Rhénanie (entre autres Aix-la-Chapelle, Düsseldorf, Cologne, Jülich et Bonn) que Goldmann avait réclamées dans deux lettres successives³⁷. Au cours d'une troisième rencontre, Schuh demande de disposer de quelques exemples d'articles comme modèles. Goldmann lui transmet alors cinq articles concernant la localisation de troupes dans la région d'Aix-la-Chapelle, un service de renseignements de la Marine, la *Fliegertruppe Westen* et le *Horst-Wessel-Geschwader* qui se révèlent être ceux qu'il avait lui-même auparavant remis à Schmitz. La collusion entre le réfugié juif et le journaliste pro-belge des cantons de l'Est est dès lors établie; c'est une information particulièrement intéressante pour les commanditaires de *Schuh*. En effet, en tant que *V-Mann*, ce dernier a reçu de la *Stapo* Münster la mission de pénétrer le réseau de Goldmann³⁸ et de vérifier les renseignements dont celui-ci dispose. En novembre 1936, les services allemands envoient encore une proposition de collaboration à la BP 524 sous le nom d'emprunt de Franz Bellingrath. Goldmann y répond en demandant un premier article et en précisant qu'il est surtout intéressé par l'industrie aviaire et les

37 Franz Schuh "Zur Sache" [BArch, VGH/Z, Karl Goldmann (10AE), Bd. II, p. 170].

38 *Handakten*, p. 3 [BArch, VGH/Z, Karl Goldmann (10AE)].

affaires internes des sociétés ³⁹. Cette lettre et les renseignements de Schuh constituent pour les services allemands des indices clairs que les SR belges s'intéressent de près à leur industrie de l'armement.

Schuh entre également en contact avec Gustav Ferl qui est très proche des milieux gouvernementaux et socialistes à Bruxelles. Émigré politique venu en Belgique en 1933, Ferl est devenu l'un des chefs de file de l'émigration socialiste. Il s'occupe alors d'un "illegaler Flugschriftenschmuggel an der deutsch-belgischen Grenze (u.a. 'Sozialistische Aktion')"⁴⁰. C'est Ferl qui confirme à Schuh que Goldmann travaille pour le *Secret Intelligence Service*. Schuh est encore en rapport avec d'autres émigrés politiques comme Hans Ebeling, qui travaille aussi pour le SIS.

En décembre 1936, Goldmann réclame à nouveau à Schuh un article sur les garnisons localisées en Rhénanie, ainsi qu'un rapport sur l'industrie de guerre située à Eschweiler. Un mois plus tard, il fait remarquer qu'il s'agit désormais de se concentrer sur la *Luftwaffe*. Au même moment, les Allemands interceptent une lettre postée à Berlin-Charlottenburg adressée à Goldmann et contenant des informations concernant l'aéroport de Tempelhof ⁴¹. Après avoir renvoyé les rapports de Schmitz que Goldmann avait mis à sa disposition, Schuh rompt le contact ⁴² : Münster lui demande désormais de se focaliser sur Schmitz, probablement parce que la situation de Goldmann semble suffisamment claire aux yeux de la *Stapo* et que Hopkins est retourné en Angleterre le 20 février 1937. Goldmann essaye par la suite de maintenir ses activités, mais avec des moyens financiers apparemment réduits. Il semble être resté en contact avec Hopkins qui revient de temps en temps en Belgique. Peter Schmitz et peut-être d'autres agents continuent à être payés, mais de façon plus modeste.

Schuh de son côté ne se contente pas de travailler pour les services allemands. Il rapporte des renseignements militaires de la région d'Aix-la-Chapelle et Cologne à François Rox, inspecteur de la Sûreté en charge d'un SCI à Verviers à partir de juin 1938, et des informations sur les membres du *Heimattreue Front* à Eupen et environs à Jean-Marie Delrez, lieutenant du SR à Verviers ⁴³. Un bulletin de renseignements du consulat belge à Maastricht le signale comme apatride; il donne lui-même comme personne de référence le nom de Léon Toussaint, inspecteur à la brigade de recherche de la Sûreté dont il a déjà été question. Après la guerre, Schuh affirmera avoir été en rapport avec Delrez, Rox et Van Zuyt ⁴⁴.

³⁹ *Urteil*, p. 10 (*Ibidem*).

⁴⁰ Note de la section II A 2 du RSHA du 2 mai 1939 [BArch, *Personen die sich in Belgien aufhalten und gegen Deutschland tätig sind*, R 58/3416, p. 237, "Trafic illégal de tracts à la frontière belgo-allemande (e.a. *Sozialistische Aktion*)", traduction PB].

⁴¹ *Urteil*, p. 11 [BArch, VGH/Z, Karl Goldmann (10AE)].

⁴² *Idem*, p. 8.

⁴³ Rapport, sous-dossier II, p. 3 (AVG, dossier SdR n° 19848 Rox François).

⁴⁴ Lettre du 22/2/46 de F. Schuh à la Sûreté (OE, dossier n° 7324801 Franz Goar Schuh).

Le sous-agent Karl Schütten

En 1935, Schmitz demande à Karl Schütten de se rendre chez son ancien employeur, la firme Gustav Talbot ⁴⁵ à Aix-la-Chapelle, et de lui transmettre le nombre d'ouvriers y employés et le genre de travaux y exécutés. Schmitz demande également si la firme Garbe & Lahmeyer, également à Aix-la-Chapelle, existe toujours. Schütten rapporte que cette dernière aurait maintenu ses activités. Concernant Talbot, Schütten estime le nombre d'ouvriers à 1.400 et déclare qu'on y fabrique des wagons. Schmitz aurait également cherché à savoir si on y fabriquait des tanks de 10 T. ⁴⁶ La firme Talbot travaille alors effectivement sur des tanks du type Panzer I, en particulier sur le *Ladungsleger 1*, un système permettant à ce type de tank de déposer des explosifs à une certaine distance et de se retirer en toute sécurité avant la détonation ⁴⁷. En outre, les firmes Talbot et Garbe & Lahmeyer seront répertoriées comme ayant employé de force des travailleurs pour l'armement de la *Wehrmacht* de 1939 à 1945 ⁴⁸.

Les pièces à conviction ainsi que les différentes enquêtes et déclarations confirment que Schütten travaille effectivement pour Schmitz et qu'il lui apporte des informations sur les régions frontalières, en particulier sur le déplacement de troupes et la construction de nouvelles casernes ⁴⁹. Selon les déclarations du traducteur de Schmitz, Otto Müller, Schütten aurait fait partie de la garde frontière allemande et aurait transmis à Schmitz, outre des instructions destinées à cette dernière, des photos d'abris de protection et de routes situées à la frontière, ainsi que des dessins de mitrailleuses ⁵⁰. En effet, Schmitz fournit en 1936 un appareil photo compact à Schütten pour prendre des clichés de nouvelles casernes situées aux environs d'Aix-la-Chapelle. Schütten lui rapportera des photos, mais de très mauvaise qualité ⁵¹. En janvier 1937, il poste une lettre à Kohlscheid contenant des photos de nouvelles casernes ⁵², mais Schmitz ne la recevra jamais; elle est interceptée par la *Gestapo* lors d'un contrôle postal de routine. Les photos ne représentent en fait rien de compromettant pour les Allemands. Il est possible que Schütten veuille satisfaire Schmitz, afin d'obtenir avec son aide un nouveau permis de séjour en Belgique. C'est en tout cas la conclusion que la *Gestapo* tire de ses investigations.

⁴⁵ La firme Gustav Talbot à Aix-la-Chapelle était répertoriée comme "*Eisen- und Stahlindustrie*" et "*Eisenbahnwagenfabrik*".

⁴⁶ Note anonyme confisquée par les services allemands (AVG, PS, p. 303).

⁴⁷ <http://www.lexikon-der-wehrmacht.de/Waffen/panzer1.htm>, 30.4.2007.

⁴⁸ *Liste der Unternehmen, die im Nationalsozialismus von der Zwangsarbeit profitiert haben*, in MARTIN WEINMANN (Hg.), *Das nationalsozialistische Lagersystem*, Frankfurt a. M., 1999, cité d'après www.Zweitausendeins.de, 30.4.2007.

⁴⁹ Observations (AVG, PS, p. 4).

⁵⁰ Déclaration d'Otto Müller à la *Stapo* d'Aix-la-Chapelle le 19.10.1937 (AVG, PS, p. 125).

⁵¹ Déclaration de Jean Koch (AVG, PS, p. 4).

⁵² AVG, PS, p. 60.

La mission *Rheinmetall*

À partir de début 1937, Schmitz déploie une plus grande activité. On peut y voir un lien avec la remise en activité officielle de la 2^e Section de l'EMGA belge qui reste officieusement en rapport avec le 2^e Bureau français.

Au nom de ce dernier, Lemoine contacte Peter Schmitz et Maringer au mois de mars en leur proposant de rencontrer deux 'clients' à Düsseldorf et à Berlin. Il s'agit d'obtenir des dessins de pièces d'armes et de matériel relatifs aux fabrications militaires réalisées par la firme *Rheinmetall*⁵³ et de rencontrer un officier à Berlin. Concernant la *Rheinmetall*, Karl Schütten avait déjà obtenu quelques informations grâce à des livres venant de Paris, dont *Est-ce que Hitler pousse à la guerre ?* paru aux éditions Carrefour. Dans le même temps, Jean Koch, collaborateur proche de Schmitz, se rend régulièrement à Düsseldorf afin d'en rapporter des croquis portant sur les armes de la firme *Rheinmetall-Borsig* que Peter Schmitz transmet à Lemoine. Koch s'y procure également des renseignements concernant la construction de fortifications à l'ouest et le programme de réarmement⁵⁴. Au mois de mai 1937, il rencontre le contremaître W. Noak de la firme *Rheinmetall*. Il lui explique qu'un SR français est intéressé par des dessins d'armes produites dans sa firme et lui donne l'adresse de la société Ola à Eupen. En outre, il lui demande des informations précises concernant l'aéroport de Düsseldorf, notamment des prises de vues aériennes, des indications concernant la localisation des troupes, des photos de casernes et aérodromes, ainsi que des échantillons d'acier ou encore des grenades entières⁵⁵. Lors d'une rencontre ultérieure, il obtient finalement des dessins relatifs à des parties de culasses de canon⁵⁶.

Début juillet 1937, Schmitz, Jean Koch⁵⁷ et Ludwig Maringer – qui avait signalé six mois auparavant Schmitz, Schütten et Goldmann à la police de Cologne ! – se rendent à Liège à l'hôtel Chemin de fer pour rencontrer Lemoine et lui remettre les plans de la *Rheinmetall*. Ceci au grand dam de Maringer qui voulait faire le voyage tout seul, sans doute pour duper ses collaborateurs. Koch reste sur la terrasse, pendant que Schmitz et Maringer retrouvent leur commanditaire français dans une chambre luxueuse telle que Lemoine les apprécie. Après réception des documents, celui-ci se rend à l'hôtel L'Univers se trouvant en face – connu par les services allemands comme *Verkehrslokal* (lieu de rencontre) d'agents des SR français et belge – pour s'y concerter avec deux collègues. En revenant, il déclare que les plans sont sans intérêt, mais que leur "client" pourra sans doute livrer de la meilleure "marchandise".

53 *Idem*, p. 151.

54 *Particulars of prisoner* (BArch, Akte Jean Koch, R 60 II/97/4).

55 *Urteil*, p. 16 (HStAD, Ludwig Maringer, *Gestapoakte der Gestapo-leitstelle Düsseldorf*, RW 58-12674).

56 AVG, PS, p. 2.

57 Koch collaborait déjà avec Schmitz et se rendait régulièrement à Bruxelles pour lui. Il est possible qu'il y rencontrait Goldmann, Lemoine ou des inspecteurs de la Sûreté publique.

Le 24 juillet, Koch a un autre rendez-vous à Düsseldorf. Vers quinze heures, Maringer observe Koch et l'employé de la *Rheinmetall* s'échanger des documents, se rendre à l'*Industriehotel* et s'installer à table. Koch y obtient un autre dessin et, lors d'une brève absence de son interlocuteur, fait signe à Maringer d'informer Schmitz par télégramme de leur arrivée à la gare d'Herbesthal. Mais Maringer attend en vain Koch dans le train. Ce dernier s'est fait arrêter par la *Gestapo* à l'entrée des quais ⁵⁸.

Le dossier Goldmann semble indiquer que l'employé de la *Rheinmetall* W. Noak a collaboré avec la *Gestapo* pour tendre un piège à Koch ⁵⁹. Comme la *Gestapo* était au courant des activités de Schmitz, il ne serait pas étonnant que l'on ait prévu d'arrêter un de ses agents. Dans un article du 28 juillet 1937 de l'*Eupener Zeitung*, quotidien révisionniste et en querelle permanente avec le *Grenz-Echo*, on parle de l'arrestation de Koch avec la plus grande satisfaction, ce qui illustre bien l'hostilité des médias pro-allemands envers les espions belges.

Notons finalement que les *particulars of prisoner* – des notes rédigées par les Alliés lors de la libération des prisonniers – mentionnent dans le dossier de Koch : “*Was sent in 1937 at Rheinmetallworks in Düsseldorf by the Belgian Safety [sic], the Intelligence Service and the French 2^e Bureau*” et “*Secured intelligence for Belgium and France concerning Nazi activities, i.e. building fortifications in the West and rearmament program*” ⁶⁰. Ceci indique clairement que ces trois services ont travaillé ensemble et que les liens apparus jusqu'ici ne sont pas le fait du hasard.

La situation se complique pour Schütten

Entre-temps Schütten continue à explorer la frontière du côté allemand. En août, il ramène des dessins de mitrailleuses que Schmitz envoie via la BP 524 à Goldmann. Mais au cours de l'année, Schütten est, lors de ses passages de la frontière à Köpfchen (poste de frontière entre Eynatten et Aix-la-Chapelle), soumis à plusieurs reprises à des fouilles corporelles. Lors d'un de ces contrôles, le 29 septembre 1937, il se rend compte que les douaniers appellent une voiture de la *Gestapo* pour l'emmener; il parvient cependant à profiter d'un moment d'inattention de leur part pour s'enfuir ⁶¹.

C'est cet incident qui l'alarme et le pousse à faire volontairement des déclarations à la police locale de Bardenberg le 2 octobre 1937 ⁶². Son but est alors de se couvrir et de se blanchir au maximum. La veille, il s'est trouvé dans une cour adjacente à l'hôtel Koch à Eupen pour effectuer des travaux. Par une fenêtre ouverte de l'hôtel, il a été témoin d'un entretien entre Franz Schuh, un certain William parlant avec un accent anglais

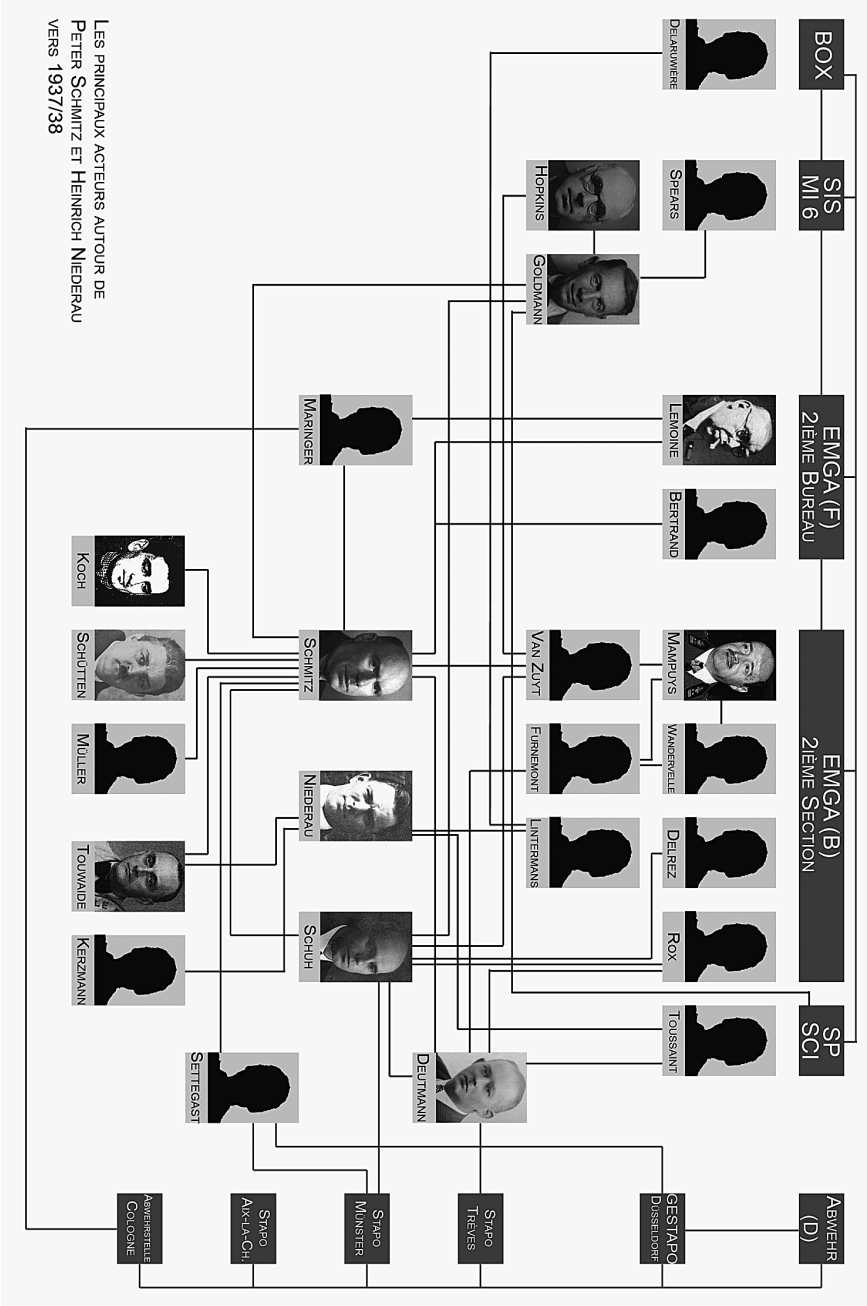
⁵⁸ *Urteil*, p. 20 (HStAD, Ludwig Maringer, *Gestapoakte der Gestapoleitstelle Düsseldorf*, RW 58-12674).

⁵⁹ BArch, VGH/Z, Karl Goldmann (10AE), Bd. II, p. 61.

⁶⁰ BArch, *Akte Jean Koch*, R 60 II/97/4.

⁶¹ AVG, PS, p. 126-127.

⁶² *Idem*, p. 114.



• Tentative de reconstitution de la partie essentielle des réseaux de Peter Schmitz et Heinrich Niederau. (Diagramme © Philippe Beck)

prononcé – sans doute Hopkins – et une troisième personne inconnue. On pourrait supposer que Schuh essayait alors d’obtenir des informations pour les services allemands. Cependant, cet entretien n’apparaît à aucun moment dans l’enquête sur Goldmann. Alors que si Hopkins, le ‘patron’ de Goldmann, se trouvait à Eupen, cela aurait mérité une mention de la part de Schuh en tant que *V-Mann* de la *Stapo* de Münster. Il agit donc probablement dans ce cas contre les intérêts de l’Allemagne.

Les trois hommes présents à l’hôtel Koch parlent surtout du port d’Anvers. L’un d’entre eux attend un code de la part d’un matelot et raconte que les cafés au quai “étaient occupés par des agents belges et anglais [et] qui jusqu’ici avaient donné de très bons résultats. Même si les cafés n’étaient pas lucratifs, le gouvernement anglais supportait la perte, étant donné que les renseignements compensaient mille fois la perte”⁶³. Tous les vapeurs allemands auraient désormais des agents parmi leurs matelots. Sous le nom d’un bureau de marchandises, on aurait aussi loué une maison de trois étages à Anvers, où l’on se consacre uniquement à l’espionnage. D’après ce que l’homme ajoute, la ville de Spa apparaît comme un lieu de convergence de SR belges, anglais et français. Effectivement, Lemoine y rencontre des agents dès la fin des années vingt.

Le nommé William (Hopkins) indique que Léo (Van Zuyt) va se rendre en Allemagne pour recueillir des informations concernant une fabrique du Bas-Rhin. Dans ce contexte, il est aussi question de grandes sommes d’argent. William devrait ainsi encaisser 10.000 FB pour sa mission. Il se rendrait deux fois par semaine en Angleterre afin d’y rapporter des renseignements et de l’argent pour des agents. En outre, il vante la bonne qualité des renseignements que les Anglais récoltent. Il parle aussi d’une certaine “Betty” qui livrerait des papiers très intéressants, ainsi que, de temps à autre, de la cocaïne !

Cet entretien un peu obscur mérite d’être mentionné, car il démontre à nouveau la collusion entre le SIS britannique et le SR belge et confirme les liens de Hopkins, et indirectement de Goldmann, avec la Sûreté. Reste à noter qu’au début des années cinquante, Van Zuyt, alors commissaire de police à Eupen, sera arrêté à la frontière franco-espagnole pour un prétendu trafic de cocaïne.

Une deuxième taupe dans le réseau

Vers juin 1937, Karl Wilhelm Settegast s’offre au commissaire régional des douanes à Montjoie comme *V-Mann* contre Peter Schmitz. Après un premier contact et un voyage à Cologne en juillet, il fait des déclarations sur Peter Schmitz et ses relations avec Joseph Ross. Celui-ci a habité jusqu’en janvier 1927 à Cologne, mais suite à un séjour en camp de concentration et à un nouveau mandat d’arrêt contre lui, il a émigré et séjourne

63 *Idem*, p. 63 et 113.

désormais à Eupen, où Peter Schmitz le soutient financièrement. En échange, Ross se charge de la vente du roman pacifiste *Golgatha* (Eupen, 1937) de Schmitz, “un livre dirigé contre l’Allemagne” selon le rapport de Settegast ⁶⁴.

Avec son rapport, Settegast remet un questionnaire obtenu au préalable de Schmitz et qui demandait des informations militaires concernant l’aérodrome de Butzweiler, le *Fliegerhorst* Ostheim près de Cologne, les formations de troupes et d’escadrilles d’aviateurs à Cologne, la firme S.A. Dynamit à Würgendorf, la fabrique de poudres S.A. Hamm s. Siez à Cologne-Rottweiler et la S.A. d’explosifs de Westphalie-Anhalt Sytken près de Haltern ⁶⁵.

Fin août 1937, Settegast se rend pour Schmitz à Aix-la-Chapelle afin d’y recueillir des informations sur l’industrie de l’armement. Schmitz n’est pas satisfait des résultats obtenus. Pour prouver à Settegast que les informations recueillies sont erronées, il lui montre une lettre indiquant “que certains contremaîtres et monteurs de la firme Kranz et Lammertz, ainsi que de la firme Talbot auraient été envoyés à des succursales en Allemagne et que spécialement à la firme Lammertz on fabriquait des capsules au lieu d’aiguilles” ⁶⁶. Une deuxième lettre montrée par Schmitz vient de Bruxelles et porte la signature “S” – “S” pour Simpson, nom de couverture de Karl Goldmann. Dans cette lettre, on demandait à Schmitz de trouver “un homme convenable qui pouvait prendre des photos et faire des constatations à Freidorf et sur le champ d’aviation de Butzweiler Hof” ⁶⁷, une mission qu’il confie à Settegast. Celui-ci verra encore une troisième lettre parlant d’un “Major d’aviation de Berlin et d’un ingénieur ayant fait une invention permettant de descendre des avions au moyens de rayons ultra-violet”. Ces lettres montrent que Goldmann, comme indiqué plus tôt, continue à s’intéresser surtout à la force aérienne allemande.

Le 2 septembre 1937, Settegast est auditionné par le capitaine Wittkugel ⁶⁸, le *Kriminalkommissar* (commissaire judiciaire) Schmidt et le Hauptmann Hans Rumpé ⁶⁹ à l’hôtel *Zur Post* à Montjoie. Settegast déclare que Schmitz n’exploite son commerce Ola que pour les apparences et qu’il reçoit régulièrement des agents dans son bureau. Il évalue ses effectifs à vingt personnes. Il souligne que Schmitz fréquente des gendarmes et officiers de l’armée belge et qu’il se rend souvent aux cafés Schumacher et Deutmann.

⁶⁴ *Idem*, p. 18. L’ouvrage a déjà été évoqué lors de la présentation générale de Peter Schmitz.

⁶⁵ *Idem*, p. 27.

⁶⁶ *Idem*, p. 33.

⁶⁷ *Idem*, p. 34.

⁶⁸ Wittkugel, alias Dr. Neumann, fut chef du *Referat III C* à l’*Abwehrstelle* Münster de 1936 à 1939. Il sera entre autres en contact avec l’irrédentiste Joseph Dehottay, déchu de la nationalité belge en 1935. Paul Foxius, également déchu de la nationalité belge, travaillait directement pour l’*Ast* Münster et entretenait un réseau à Eupen-Malmedy. Les deux avaient d’ailleurs beaucoup de *V-Männer* parmi le *Heimattreue Front*.

⁶⁹ Rumpé avait été chargé en 1937 de constituer un SR contre la Belgique et la France.

Les déclarations de Otto Müller

Otto Müller ⁷⁰ travaille depuis septembre 1936 comme traducteur chez Peter Schmitz et est d'ailleurs hébergé dans la maison qui abrite les bureaux de la société Ola. Schmitz lui aurait demandé d'entrer en fonction pour lui, "comme expert allemand auprès des autorités françaises d'espionnage à Liège, ce qui lui procurerait des appointements mensuels de 1.000 FB" ⁷¹. Il refuse cette proposition, mais les traductions de lettres venant de différents SR lui permettent de retenir des informations qu'il dévoile finalement à la *Stapo* d'Aix-la-Chapelle. C'est sans doute suite aux arrestations de Koch et Maringer que Müller se présente spontanément en août et septembre 1937 à la *Stapo* d'Aix-la-Chapelle pour faire ses déclarations.

Dans une des lettres lues par Müller, les Anglais, après avoir fait l'éloge de Schmitz, demandaient des informations supplémentaires concernant son dernier rapport. Ils réclamaient des précisions sur les tanks de 10 tonnes, des canons pour brouillard artificiel, la garde frontière et le champ d'aviation de Butzweiler, près de Trèves ⁷². En ce qui concerne ce dernier, ils étaient particulièrement intéressés par un plan exact de l'aérodrome. Mais tout ceci était déjà connu par les services allemands, puisque Schmitz avait involontairement envoyé fin août un de leurs agents, Settegast, pour s'acquitter de cette tâche. En outre, Schmitz aurait promis à Müller 1 million de francs s'il pouvait établir que la défense aérienne allemande était à même de forcer des avions à atterrir en bloquant les moteurs par voie électrique. Settegast parle d'ailleurs dans son rapport d'une lettre évoquant une telle invention de l'ingénieur allemand Ludwig Bölkow ⁷³, qui travaillera à partir de 1939 pour la Messerschmitt A.G.

Lors d'une déposition suivante, Müller cite les noms de Deutmann, Koch, Maringer et Schütten comme agents de Schmitz ⁷⁴. Ces noms sont alors en partie connus, Koch et Maringer se trouvant en prison et Deutmann étant un *V-Mann* de la *Stapo* de Trèves. Mais le fait que Schütten soit soumis à une fouille corporelle à la douane et que l'on appelle la *Gestapo* pour l'arrêter le lendemain de cette déclaration de Müller ne relève certainement pas d'une coïncidence. Müller transmet en outre les adresses des personnes de contact de Schmitz à Paris et à Bruxelles (Rodolphe Lemoine, Paris, rue de Madrid 24, tél. : 9740; M. Bertrand, Paris, La Madeleine, avenue Maréchal Joffre 64; Simpson, Bruxelles, BP 524), ainsi que les références de l'ouvrier Noak de la *Rheinmetall*, qu'il avait

⁷⁰ De nationalité allemande, il a grandi en Belgique où il a de la famille et du travail. S'étant fait expulser de Belgique en 1919, il part pour Aix-la-Chapelle, mais se rend régulièrement à Eupen grâce à un laissez-passer frontalier qu'il a probablement obtenu via Schmitz. (AVG, PS, p. 128).

⁷¹ AVG, PS, p. 56

⁷² AVG, PS, p. 55. Ces informations sont confirmées par le dossier du VGH concernant Goldmann [BArch, VGH/Z, Karl Goldmann (10AE)].

⁷³ AVG, PS, p. 34

⁷⁴ Déclarations de Müller à la *Stapo* d'Aix-la-Chapelle le 28/09/37 (AVG, PS, p. 56-57).

trouvées chez Schmitz. Il s'agit effectivement d'adresses connues des SR avec qui Schmitz était en contact. Il a été amplement question de Lemoine et Goldmann alias Simpson auparavant. Quant à l'avenue Maréchal Joffre n° 64, c'est une adresse de l'agence Havas pour laquelle travaille le colonel Gérard-Dubot, le rédacteur en chef du grand quotidien parisien *Le Journal* et l'un des plus anciens collaborateurs des services spéciaux français. Gérard-Dubot aurait donc été chargé de transmettre un éventuel courrier de Schmitz à Bertrand. Quant à ce dernier, il pourrait s'agir du capitaine Gustave Bertrand, un proche collaborateur de Lemoine chargé des recherches en matière de chiffrement et de photographies de documents secrets. Mais d'autre part, il existe un capitaine du SR français appelé Émile Bertrand (adresse de couverture : Roger Guidon, BP 5 à Lille) qui dispose de plusieurs agents belges et néerlandais, et qui se rend parfois à Liège. Enfin, le capitaine Marcel Bernier du SR français à Liège, dépendant du poste SR de Lille, a "Bertrand" comme nom de couverture. Il est chef d'antenne à Liège à partir de 1939 et a donc dû travailler auparavant pour ce service. Bertrand est sans doute un des hommes accompagnant Lemoine à Liège lors de l'échange de renseignements concernant la *Rheinmetall* avec Schmitz, Koch et Maringer.

Conclusions des services allemands

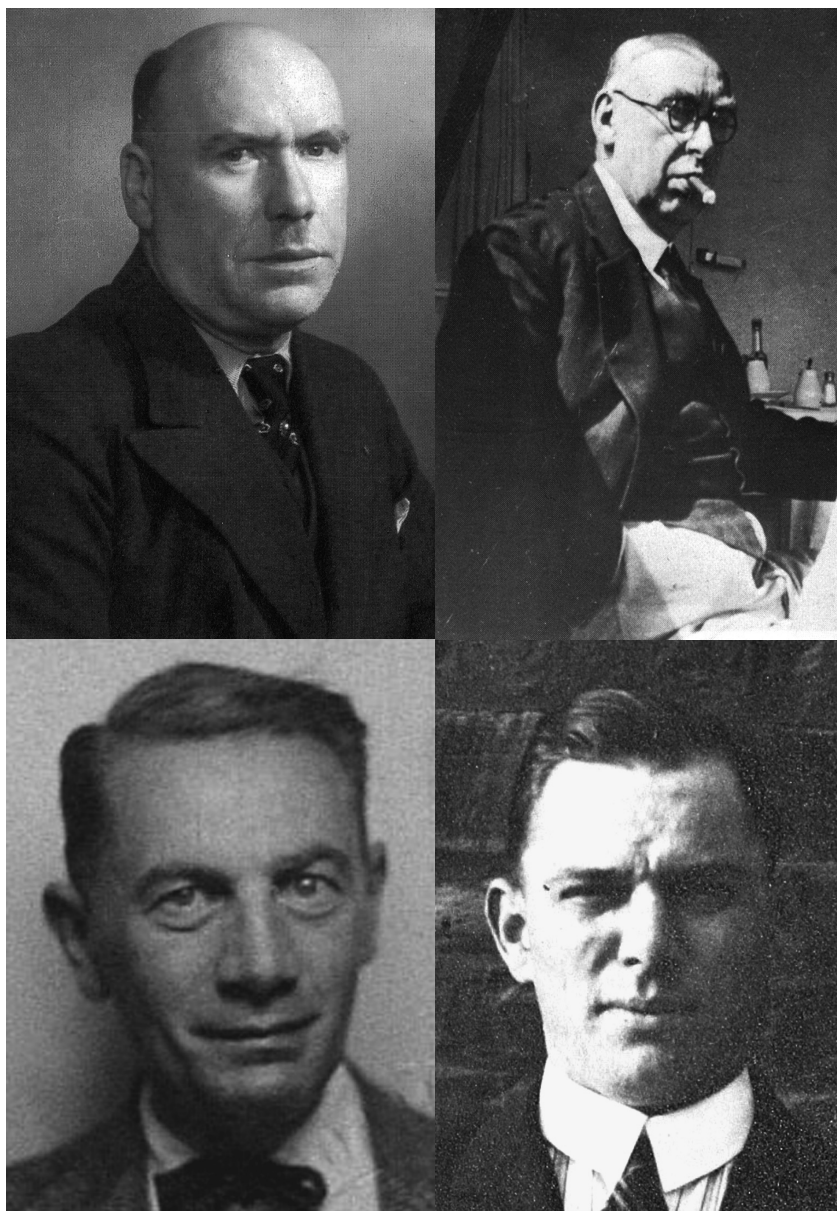
Suite aux auditions de Settegast, aux arrestations et déclarations de Koch, Maringer, Schütten et Müller, ainsi qu'au travail d'investigation réalisé par les *Stapostellen* d'Aix-la-Chapelle, Trèves, Cologne et Münster, les services allemands disposent au 21 octobre 1937 d'un dossier solide sur Peter Schmitz. Ses activités comme écrivain et journaliste pro-belge les incitent à le dépeindre comme "germanophobe fanatique" et, ce qu'il est réellement, comme "pacifiste militant"⁷⁵. Les Allemands notent également ses relations avec des émigrés allemands, des Juifs et des déserteurs, qu'il soutient financièrement. Ils constatent des liens étroits avec des soi-disant "communistes" et "séparatistes" émigrés d'Allemagne tels que Ludwig Cardué et Karl Emonds. Dès lors, il n'est pas surprenant que Schmitz soit accusé de participer activement à "la campagne d'agitation faite en Belgique"⁷⁶.

Les services allemands peuvent confirmer la rumeur publique qui circule à Eupen selon laquelle le bureau de Schmitz sert de couverture pour des activités d'espionnage. "Les ordres donnés par lui se rapportent totalement à l'espionnage de secrets militaires, de secrets d'usines d'armement, d'affaires frontalières ainsi qu'à des affaires des SA et SS"⁷⁷. Schmitz transmet les renseignements recueillis à des agents à Bruxelles et Paris, dont Karl Goldmann et Rodolphe Lemoine. Ce dernier est depuis longtemps connu des services allemands qui grâce à Franz Schuh, sont aussi au courant des activités de Goldmann. Le

⁷⁵ Observations au 21.10.1937 (AVG, PS, p. 150).

⁷⁶ *Ibidem*.

⁷⁷ *Idem*, p. 151.



- Portraits de quatre protagonistes essentiels du réseau gravitant autour de l'Eupenois Peter Schmitz, soit en haut à gauche, Peter Schmitz lui-même dans les années 30 (Archives privées Inge Gerckens-Schmitz); en haut à droite, l'Allemand Rudolf Stallmann devenu l'agent du Deuxième Bureau français Rodolphe Lemoine (PAUL PAILLOLE, *Notre espion chez Hitler*, Paris, 1985, série de photos entre p. 160 et p. 161); en bas à gauche, le réfugié allemand d'origine juive Karl Goldmann (Archives de l'Office des étrangers); et en bas à droite, Heinrich Niederau, natif comme Schmitz des cantons de l'Est (Archives de l'Office des étrangers).

service de contre-espionnage allemand sait également que la gendarmerie belge travaille pour le SR. En outre, la *Gestapo* dispose, dans le milieu pro-NS d'Eupen, de contacts qui lui permettent d'obtenir des informations sur Schmitz et ses agents.

L'affaire *Rheinmetall* de Düsseldorf qui mène à l'arrestation de deux agents de Schmitz, est jugée très grave. Des différentes déclarations faites après l'arrestation de Koch, le service de contre-espionnage allemand déduit qu'il existe un plan bien établi de la part de Schmitz et de la gendarmerie.

Le 22 octobre 1937, Schmitz charge involontairement un homme de confiance de la *Gestapo* (dont le nom nous est inconnu) de rencontrer à Aix-la-Chapelle un passeur pour étrangers qui connaîtrait un certain Dr. Ing. Kiesewetter de la firme *Ehrlich u. Graetzin* A.G. à Berlin. Selon une lettre que Schmitz a reçue de Bruxelles, cette entreprise fabrique de nouvelles bombes incendiaires pour avions. L'expéditeur de la lettre veut connaître toute les précisions techniques concernant ces bombes et leur teneur explosive⁷⁸. Si le passeur existe bien à Aix-la-Chapelle, le nom de l'ingénieur Kiesewetter n'aurait été qu'une invention de Müller⁷⁹.

Suite à cette affaire et aux investigations menées, la *Stapo* de Düsseldorf ordonne le 18 novembre 1937 de signaler Schmitz et Lemoine au *Sonderfahndungsbuch* (bulletin confidentiel de recherches). Une description physique détaillée de Schmitz ainsi que des photos de lui et de Lemoine sont ajoutées au dossier. Mais Schmitz décède d'un arrêt cardiaque le 4 février 1938, soit quatre jours avant la parution du bulletin confidentiel de recherches.

La situation se complique pour Goldmann

Un an après le départ de Hopkins, Goldmann se voit donc privé de son plus important collaborateur en région frontalière. Les détracteurs de Schmitz à Eupen – entre autres l'*Eupener Zeitung* – ébruient la rumeur qu'il se serait empoisonné. Goldmann se renseigne par carte postale auprès de Schuh concernant les circonstances de sa mort. À cette occasion, il lui écrit qu'il a toujours été très satisfait du travail de Schmitz.

Peu de temps après, le garçon de café Basile Touwaide essaye d'entrer en rapport avec Goldmann. Sans doute par vantardise, il en informe son ami Bemelmans et lui transmet l'adresse de Goldmann à Bruxelles. Mais Bemelmans en fait immédiatement part à la police allemande en poste à Herzogenrath.

⁷⁸ AVG, PS, p. 59 et BArch, VGH/Z, Karl Goldmann (10AE), Bd. II, p. 144.

⁷⁹ Déclarations de Müller à la *Stapo* d'Aix-la-Chapelle le 28/09/37 (AVG, PS, p. 167 et sv.).

En août 1938, Goldman reçoit de Trèves une proposition d'un certain Rapp qui n'est qu'un nom d'emprunt d'un agent allemand. Il s'agit probablement d'un homme en rapport avec la *Stapo* de Trèves. Goldman y répond en proposant un entretien personnel, mais l'affaire en reste là. Vers la fin de l'année, il essaye d'entrer en contact avec le bureau de presse *Observer* à Vienne, expliquant qu'en tant que constructeur d'avions, il serait très intéressé par des informations sur du carburant synthétique venant d'Allemagne, d'Autriche et éventuellement d'Italie. En définitive, Goldman peine à continuer son travail sans Schmitz.

Arrestations et condamnations

Ainsi que nous avons pu le constater, les services allemands (dans ce cas surtout la *Stapo*) ont patiemment infiltré les noyaux établis à la frontière. Cela vaut d'ailleurs pour la quasi-totalité des réseaux actifs dans la région : c'est notamment le cas de celui d'Arthur Bastin, du petit groupe de l'agent *SIS* Leo Heymann qui disposait de quelques agents à Eupen, et du noyau du *SIS* à Maastricht. Lorsque la *Stapo* juge qu'elle en sait assez, elle décide de frapper. Cela se passe parfois avant le 10 mai 1940, mais le plus souvent après l'invasion allemande, lorsque les polices allemandes exploiteront la volumineuse *Sonderfahndungsliste West*, compilée par tous les services concernés à partir d'octobre 1939⁸⁰.

Koch et Maringer sont les premiers protagonistes importants du réseau de Schmitz à être arrêtés, fin juillet 1937. À force de se rendre régulièrement à Düsseldorf, Koch tombe dans un piège tendu par la *Gestapo*. Déjà bien connu des services allemands pour ses activités d'espionnage, Maringer commet en outre la grande imprudence de se rendre en mission pour Schmitz à Berlin, Cologne et Bonn après l'arrestation de Koch. La gendarmerie d'Eupen essaye vainement de venir en aide à Koch, qui travaille aussi pour le SR belge⁸¹. Finalement, les deux hommes sont condamnés le 24 juin 1938 par le *Volksgerichtshof* de Berlin pour haute trahison. Koch écope de 10 ans de prison et Maringer est condamné à mort⁸². Le verdict sévère envers ce dernier tient au fait qu'il a été de nationalité allemande et qu'il a participé à de nombreuses activités d'espionnage aussi bien pour l'Allemagne que contre celle-ci. Il est exécuté le 3 octobre 1938. Koch, par contre, bénéficie grâce à des interventions belges d'une protection particulière qui lui permet d'échapper à la mort. Et le 24 mai 1945, il est libéré par les forces alliées.

Le 16 octobre 1937, suite aux déclarations faites par Otto Müller, Schütten est arrêté par la *Stapo* d'Aix-la-Chapelle pour haute trahison. Son arrestation est suivie le 21 octobre par celle de Müller, lui aussi pour soupçon de haute trahison⁸³. Ce dernier est condamné

⁸⁰ CEGES, AA 1835.

⁸¹ AVG, PS, p. 3.

⁸² *Urteil* (BArch, *Akte Jean Koch*, R 60 II/97/4).

⁸³ AVG, PS, p. 70.

le 21 juin 1938 par l'*Oberlandsgericht* Hamm en Westphalie à trois ans de prison ⁸⁴. D'abord interné au KZ Sachsenhausen, il meurt le 22 juillet 1942 au KZ Niederhagen à Wewelsburg. Deutmann, l'exploitant du café de Gernereth, est quant à lui, arrêté par la police allemande en 1940 et décède le 14 juin 1941 dans la prison de Düsseldorf.

Karl Goldmann est finalement capturé en septembre 1940 à Bruxelles. Le matériel rassemblé par les *Stapostellen* d'Aix-la-Chapelle, de Trèves, Münster et Cologne, ainsi que par les *Abwehrstellen* de Münster et de Wiesbaden suffit largement à le faire condamner à la peine capitale par le *Volksgerichtshof* de Berlin le 5 novembre 1941. Il est décapité le 11 janvier 1943 à Berlin-Charlottenburg. Ce n'est qu'au cours de l'instruction de l'affaire Goldmann que les Allemands parviennent à découvrir l'identité exacte de Hopkins, le commanditaire britannique de Goldmann. Grâce à un "*EK [Einsatzkommando] Brüssel*" ⁸⁵, la *Stapo* de Trèves apprend qu'il s'agit de Thomas William Hopkins, né à Manchester le 23 mai 1891, ayant habité à Bruxelles, rue du Taciturne. Nous savons en effet que deux fonctionnaires de la *Stapo* disposent depuis juin 1940 d'un bureau à la Police des étrangers, dont ils scellent entre juin et septembre 1940 les archives et les dossiers personnels qu'ils peuvent dès lors consulter à loisir ⁸⁶. Les éléments cités dans la note de la *Stapo* de Trèves sont sans aucun doute tirés de son dossier à la Police des étrangers ⁸⁷.

Notons ici que Franz Schuh, arrêté début 1941 à Maastricht pour trahison contre l'Allemagne, et ce notamment à cause de sa collaboration avec Delrez, partage par moments les cellules de Müller et de Goldmann. Comme les prisonniers ne savent toujours pas qu'il s'agit d'un agent double, ils voient en lui un co-accusé, ce qui permet à Schuh de servir encore en prison comme instrument des services allemands.

Lemoine est arrêté une première fois en mars 1938 suite à l'interception par les services de Goering d'une lettre portant une adresse connue de Lemoine et donnant rendez-vous à un jeune ingénieur de la *Rheinmetall*. Il est appréhendé à l'hôtel du Dom à Cologne et transféré à Berlin. Cependant, il parvient à duper les services allemands et retourne un mois plus tard en France ⁸⁸. En 1940, il se réfugie dans le sud de la France, où il est

⁸⁴ *Idem*, p. 199-200.

⁸⁵ Note de la *Stapo Trier*, 23.10.1941 (Barch, VGH/Z, K. Goldmann, Bd. III, p. 113).

⁸⁶ Voir OE, dossier n° 7225100 L. Heymann, dans lequel se trouve une notice du *Feldsekretär* Sanders attestant l'apposition des scellés; et dossier n° 7213349 T.W. Hopkins. Une liste d'adresses d'organismes et services allemands de 1943 mentionne encore la "*Deutsche Dienststelle bei der belg. Fremdenpolizei*", tél. 11 48 36, comprenant deux *Hilfsspolizeibeamte* (Möller et Bopp).

⁸⁷ L'extrait de la lettre qui suit en témoigne : "J'ai fait remarquer à M. le lieutenant Möller, que pour le bon fonctionnement des services, il était indispensable que toutes les archives de mon administration soient laissées sur place où elles peuvent être consultées par les autorités allemandes". Lettre [avec en-tête 'Sûreté de l'État'] du secrétaire général à la Justice au chef de l'Administration militaire allemande, 5.6.1940 (OE, dossier n° 7225100 L. Heymann).

⁸⁸ PAUL PAILLOLE, *Notre espion...*, p. 128-132.

à nouveau arrêté et relâché en 1943. Mais lors de sa détention, il dévoile des secrets qui mènent à l'arrestation d'agents et d'officiers éminents du SR français. Capturé cette fois par les Français à la Libération, il meurt en octobre 1946 de maladie. Quant à Hopkins, il disparaît en Angleterre. Les membres de la 2^e Section de l'état-major belge, dont le major Mampuy et le capitaine Wandervelle, des gendarmes comme Van Zuyt ou Furnémont ainsi que l'inspecteur Toussaint, sont presque tous incarcérés pour des périodes plus ou moins longues pendant la guerre avant d'être libérés en 1942 ou 1943. Après la guerre, Van Zuyt deviendra commissaire de police à Eupen. Le BOX, supprimé en 1939, ne sera jamais découvert. Son dirigeant, le major belge Gustave Delaruvière, est évacué en France par le SR français en mai 1940.

V. Heinrich Niederau et les services de renseignements belges

Le 'cas' de Heinrich Niederau permet de mettre à jour l'ambiguïté qui marque souvent l'activité des divers services de renseignements dans la région frontalière pendant l'Entre-deux-guerres. Cette ambiguïté, qui peut être expliquée partiellement par le changement de nationalité en 1920, laisse subsister des doutes quant à la véritable loyauté de certaines personnes envers telle ou telle nation. La plupart des 'nouveaux Belges' ont d'ailleurs de la famille en Allemagne; c'est notamment le cas de Niederau. De plus, certains frontaliers ont alors l'habitude d'arrondir leurs fins de mois, que ce soit par le trafic (lucratif) de Juifs fugitifs ou par des services rendus à des personnes s'occupant de renseignements et désireuses d'obtenir des informations que seuls les frontaliers peuvent obtenir. Le 'cas Niederau' permet aussi de cerner de plus près encore le travail patient de la *Stapo* dans ses manœuvres de pénétration des services de l'adversaire.

Heinrich Niederau naît en 1889 à Moresnet-Neutre et sert en 1914 dans l'armée allemande. Selon ses propres dires, il aurait été arrêté le 12 décembre 1915 par la police allemande pour trafic clandestin de lettres de Belgique aux Pays-Bas avec un camarade de La Calamine. Il s'évade, est à nouveau arrêté puis libéré à la fin de la guerre. En 1922, il est appréhendé en Allemagne pour avoir fait de la propagande en faveur de 'l'annexion de la Rhénanie' à la Belgique, mais il est mis en liberté sous la pression alliée. En 1923-1924, il travaille pour la Sûreté militaire belge (SMB) à Aix-la-Chapelle, activité confirmée par un ancien de ces services, Léon Toussaint, que nous retrouverons plus tard au poste de la Sûreté publique à Herbesthal ⁸⁹. Les rapports entre Toussaint et Niederau se maintiennent jusqu'à l'arrestation de ce dernier en janvier 1938.

⁸⁹ Lettre de Toussaint au Ministère de la reconstruction, 6.10.1948 (AVG, dossier Léon Toussaint).

OLA-Industrie, Eupen



kauf nur

das gute einheimische Produkt
OLA-Suppenwürze.
Nachfüllpreis: Grosse 1¹⁰/₁₀ Literflasche 5,- Frs.
In allen Kolonialwaren - Handlungen erhältlich.

- Publicité pour la firme Ola. Dans le milieu du renseignement, il était monnaie courante de camoufler une agence d'information par un commerce ou un bureau proposant divers services. Peter Schmitz s'occupait officiellement de la vente de cubes de bouillon depuis 1932.
(Archives du *Grenz-Echo*)

Journalist. Mitarbeiter,
gesucht. (Sachgeb.: Deutsch. Industrie.)
Befl. Angebote unter L. 290 *Grenz-Echo*,
Eupen. (11377)

- Les services de renseignements avaient entre autres recours à des annonces dans les journaux pour trouver des agents parmi la population. Dans le cas de cette annonce parue en 1936 dans le *Grenz-Echo*, le commanditaire fait appel à un "journaliste spécialisé dans le domaine de l'industrie allemande" pour recruter quelqu'un pouvant le renseigner sur la production industrielle allemande destinée au réarmement.

Le rapport avec les services de renseignements belges

Niederau acquiert la nationalité belge en 1926. On ne sait pas comment il gagne alors sa vie. En 1932, Toussaint écrit qu'il est maquignon, mais ajoute que Niederau vit surtout de fraude et trafic en tous genres. Il est même suspecté à la même époque de trafic d'armes⁹⁰. Niederau entre en scène dans le monde du renseignement en 1934. À partir d'octobre de cette année, il commence à travailler pour le capitaine de réserve François Lintermans de Remersdael près d'Aubel, qui aurait déjà été actif dans le renseignement en 14-18. À l'époque où Niederau travaille pour Lintermans, celui-ci transmet, selon un de ses collaborateurs, ses renseignements à un "major de la Ruwière"⁹¹. Il s'agit bien sûr du major Gustave Delaruwière, chef du BOX. Niederau semble participer dans une certaine mesure à l'activité du BOX. En effet, en 1946, il affirme avoir demandé en juillet 1936 à Pierre Dohmen, facteur des postes à Moresnet-Chapelle, de faire parvenir une lettre au Dr. Goldmann, BP 524 à Bruxelles. Selon Niederau, cette lettre contenait des renseignements très précis fournis par un soldat allemand du Génie, qui avait fait un rapport circonstancié sur son régiment. La lettre aurait été montrée sous enveloppe non cachetée à Niederau par la *Stapo* lors de ses interrogatoires à Aix-la-Chapelle en 1938⁹². Niederau suggère ainsi que Dohmen aurait transmis la lettre à la *Stapo* plutôt qu'à Goldmann⁹³.

La collaboration de Niederau avec Lintermans prend fin en octobre 1936. À partir de cette époque, il aurait, selon ses propres dires, été employé comme agent par Peter Schmitz. Au cours de cette période, Niederau travaille en collaboration avec plusieurs personnes d'origine allemande, dont Hubert Louis Huppermann qui fournit à Niederau des renseignements sur le champ d'aviation de Merzbrück près d'Aix-la-Chapelle, où il habite. Il se rend régulièrement en Belgique, notamment à Moresnet-Chapelle où il rencontre Niederau au café Saint-Antoine exploité par Joseph Peters, sur lequel nous reviendrons. Les rencontres utilisent comme camouflage des tractations sur le commerce de furets. Huppermann est arrêté en janvier 1938, peu de temps après Niederau, sans que l'on sache si Niederau en est la cause. Il est toutefois relâché après quelques jours, puis arrêté à nouveau un mois plus tard et finalement expulsé d'Allemagne en décembre 1939. Il s'installe à Welkenraedt, où il est de nouveau arrêté après le 10 mai 1940 jusqu'au 7 novembre 1940. Il n'est pas condamné, ce qui semble indiquer que la justice

90 Note de Joseph Van Tittelboom, agent de recherche de la Sûreté publique à Anvers, 4.4.1932 (OE, dossier n° 1372965 H. Niederau). Van Tittelboom avait lui-même fait partie du SR militaire de l'armée d'occupation.

91 PV d'interrogatoire de Joseph Freund, 9.8.1946 (JMB, *AM Verviers*, dossier n° 204/47 en cause J. Peters). Freund habite chez Lintermans à partir de 1937.

92 PV d'interrogatoire de H. Niederau, 28.12.1946 (JMB, *AM Eupen*, dossier n° 3636/46 en cause H. Niederau). Dohmen ne se souvient pas avoir reçu de Niederau une lettre destinée à Goldmann.

93 Ceci n'est très probablement pas exact. Il existe, après la guerre, une profonde inimitié entre Niederau et Dohmen, due au fait que l'épouse de ce dernier est devenue l'amie de Niederau. Note de L. Toussaint au SCI Liège, 17.7.1946 (JMB, *AM Eupen*, dossier n° 3636/46 en cause H. Niederau).

allemande ne dispose pas d'éléments suffisants à sa charge ⁹⁴. Un autre agent allemand de Niederau est Willi Heimig, dont le beau-frère travaille chez Krupp à Essen; Heimig est déjà arrêté en 1936.

Les fabulations de Touwaide

En 1935, Niederau fait la connaissance de Basile Touwaide qui exploite à Moresnet le *Aachener Kaffeehaus*. Touwaide gagne sa vie comme garçon de café, aussi bien en Allemagne qu'en Belgique. Il a notamment travaillé pendant plusieurs années au *Kurhotel Bredohl*, le siège du *Heimattreue Front* à Eupen, que la population pro-belge a alors affublé des sobriquets "*Braunes Haus*" et "*Naziburg*". En fait, il gagne très peu et, croyant que Niederau s'occupe du trafic de cocaïne avec l'Allemagne, il lui propose sa collaboration. Bientôt, Niederau lui demande de ramener des renseignements militaires de ses déplacements en Allemagne. Touwaide dira plus tard à la police allemande qu'il n'a pas ou a mal exécuté les missions qui lui ont été confiées par Niederau et Peter Schmitz. C'est ainsi que les rapports qu'il a fournis à Schmitz sur la présence de troupes allemandes à Aix-la-Chapelle, Cologne et Düren et sur les fortifications en voie de construction en Allemagne ne sont basées que sur des publications qu'il a achetées à Eupen (des revues comme *Die Wehrmacht* ou *Der Adler*, des livres comme *Der technische Krieg*). Bien que Schmitz semble croire que Touwaide a effectivement rassemblé ces renseignements en Allemagne même, ces derniers seront jugés sans importance. En 1938, après l'arrestation de Niederau et la mort de Schmitz, Touwaide entre en rapport avec les gendarmes Furnémont et Van Zuyt à Eupen. Il agira de la même façon avec eux, utilisant des informations de revues et de livres militaires en y ajoutant des données plus ou moins imaginées. Lorsque Rox, qui connaît Touwaide depuis les années vingt, et le lieutenant Jean-Marie Delrez du poste de Verviers du SR militaire lui demandent des renseignements sur les fortifications en Allemagne, Touwaide construit des bunkers en carton, les photographie et rend le tout à ses commettants. Ceux-ci s'aperçoivent vite que Touwaide leur joue des tours, mais ils le paient quand même. En tout, Touwaide livrera 168 rapports et recevra, selon ses propres dires, entre 10.000 et 10.500 FB pour ce travail. Il ne faut pas se fier de manière aveugle à ces déclarations de Touwaide faites à la justice allemande. Ceci dit, celle-ci croira l'histoire des abris et en conclura que Touwaide est atteint psychologiquement et n'a travaillé que pour l'argent ⁹⁵.

Le curieux cas Jakob Kerzmann

De début octobre 1935 jusque fin mai 1936, Niederau habite une chambre meublée dans le café hôtel de Jakob Kerzmann à Moresnet-Chapelle où il reçoit notamment

⁹⁴ PV d'interrogatoire de L. Huppermann, 31.1.1947 (*Ibidem*).

⁹⁵ Acte d'accusation et arrêt du VGH en cause B. Touwaide, 23.4.1941 (AVG, dossier SdR n° 44283 Basile Touwaide).

François Lintermans. L'établissement de l'Allemand Kerzmann venu s'installer en Belgique en 1928 fait face au café Saint-Antoine de Joseph Peters, établi en Belgique depuis 1898. Peters est un apatride qui deviendra Allemand en 1941 puis bourgmestre de Alt-Moresnet. Selon Friedrich Heinrichs, en fonction à la *Grenzpolizei*, Peters entretient des rapports suivis avec plusieurs fonctionnaires de la *Stapo*, qu'il rencontre de façon régulière à Aix-la-Chapelle ⁹⁶. Voulant acquérir la nationalité belge et comprenant que Niederau s'occupe de renseignements, Kerzmann lui offre ses services. Niederau se vante d'ailleurs à l'époque d'être "le premier à avoir procuré à la Belgique un plan exact d'un aérodrome souterrain dans la *Lüneburger Heide*" ⁹⁷. Lintermans et Niederau lui donnent quelques missions à accomplir en Allemagne, où Kerzmann a un frère qui sert dans la "légion autrichienne". En mai 1936, les rapports entre Kerzmann et Niederau se refroidissent à cause d'un conflit sur le loyer à payer par ce dernier, si bien que Niederau finit par menacer Kerzmann d'aller le dénoncer à la police allemande. Curieusement, Kerzmann veut le devancer et se dénonce lui-même à la *Stapo* par l'intermédiaire du cafetier Joseph Peters, qui est en rapport avec des fonctionnaires de la *Stapo* d'Aix-la-Chapelle. Kerzmann est arrêté le 31 décembre 1937, soit à peine cinq jours avant Niederau. Il est inculqué d'espionnage pour le compte de Niederau, qu'il accuse et dont il montre des lettres qu'il lui a dérobées. C'est donc probablement Kerzmann qui a subtilisé à Niederau une lettre que celui-ci avait adressée à la BP 524 du BOX, et dont il prétendra après-guerre qu'elle avait été remise à la *Stapo* par Pierre Dohmen. Kerzmann sera condamné à trois ans de prison ⁹⁸.

Niederau, un agent double ?

Des fonctionnaires de la *Stapo* d'Aix-la-Chapelle interrogés après guerre par la justice militaire belge parlent alors ouvertement d'une "affaire Niederau" et certains n'hésitent pas à le considérer comme un agent allemand voire comme un agent double. Il est établi que Niederau avait des contacts avec la *Stapo*. Le tout est de savoir laquelle des deux versions qui circulent à ce sujet se rapproche le plus de la vérité. Selon Niederau, il n'a rencontré qu'une fois le *Kriminalkommissar* Herzberger et deux fois Bruno Müller, et ce en 1936. Ces rencontres se rapportaient, dira-t-il après la guerre, à ses tentatives de faire libérer ses sœurs, arrêtées en Allemagne pour fraude de devises. D'après ses propres dires, il aura un second contact en 1937. Ces entrevues ont lieu au chemin de Moresnet. Il déclarera aussi après la guerre qu'il ne se souvient pas d'Heinrich Bardenheuer de la section III/A (contre-espionnage) ⁹⁹. La version de Bardenheuer est tout autre; il aurait rencontré Niederau au moins une vingtaine de fois entre l'été 1937 et son arrestation,

⁹⁶ PV d'audition de F. Heinrichs, 6.2.1946 (JMB, *AM Verviers*, dossier n° 204/47 en cause J. Peters, classé sans suite).

⁹⁷ Dossier Kerzmann, p. 2-7 (AVG, dossier PP n° 42105/35107 Niederau).

⁹⁸ PV d'audition de J. Kerzmann, 21.9.46 (JMB, *AM Eupen*, dossier n° 3636/46 en cause H. Niederau).

⁹⁹ PV d'audition de H. Niederau, 28.12.1946 (JMB, *AM Eupen*, dossier n° 3636/46 en cause H. Niederau).

le 4 janvier 1938. C'est Herzberger qui lui aurait présenté Niederau au chemin de la Procession à Moresnet. Les rendez-vous auraient généralement été fixés le lundi. Niederau lui aurait fait savoir "qu'il avait une fourrure pour lui", c'est-à-dire un renseignement à transmettre. Niederau lui aurait remis des lettres émanant de Lintermans (ordres de service) et donné les noms de Huppermann et du soldat allemand Kern, qui aurait fourni des renseignements à Niederau. Selon Bardenheuer, Niederau était "un vrai marchand de renseignements". Il reconnaît toutefois que Niederau a également travaillé pour un ou plusieurs services belges. Selon Friedrich Heinrichs, en fonction à la *Grenzpolizei*, le premier contact de Niederau avec la *Stapo* a peut-être eu lieu en 1935, lorsque Heinrichs a accompagné Herzberger au *Dreiländerblick* à Moresnet pour y rencontrer Niederau. Lui aussi considère Niederau comme "un agent double qui ne travaille que pour de l'argent". Ce jugement est aussi celui de Léon Toussaint, qui a bien connu Niederau et qui écrira en 1946 que "Niederau n'a jamais fait du service de renseignements par dévouement pour la Belgique, mais uniquement pour de l'argent"¹⁰⁰.

Il n'est pas facile de faire la part des choses. D'une part, on voit mal l'intérêt que pouvaient avoir d'anciens fonctionnaires de la *Stapo*, qui avaient par ailleurs eux-mêmes procédé à l'arrestation de Niederau en 1938, à inventer des histoires à son sujet. D'autre part, le *Kriminalkommissar* Hans Koenen, qui a interrogé Niederau après son arrestation, a attesté après la guerre que ce dernier était connu à la *Stapo* comme étant "*von 1934 bis zu seiner Festnahme am 4.1.1938 bei der Staatspolizeistelle Aachen der bekannteste Spionage-Agent des belgische Nachrichtendienstes, der in fast allen Akten der Dienststelle als Auftraggeber genannt und deshalb in allen deutschen Fahndungsbüchern zur Festnahme ausgeschrieben war*"¹⁰¹ – tant et si bien que Niederau figure encore sur la volumineuse *Sonderfahndungsliste* allemande de fin 1939, alors qu'il fut arrêté en janvier 1938 et condamné en juillet 1939 ! Quant aux déclarations d'après guerre de Niederau, il faut tenir compte du fait qu'il les a prononcées au cours d'une instruction judiciaire à son égard et qu'il avait donc tout intérêt à minimiser autant que possible ses contacts avec la *Stapo*. En tout état de cause, la justice militaire belge a jugé que les éléments apportés par l'instruction ne suffisaient pas pour condamner Niederau et a classé l'affaire sans suite. Si Niederau avait été un véritable agent de la *Stapo*, on conçoit mal pourquoi la *Stapo* l'aurait attiré en territoire allemand pour pouvoir l'arrêter, ni pourquoi le *Volksgerechtshof* l'aurait condamné aux travaux forcés à perpétuité. L'arrestation de Niederau pourrait indiquer que, même s'il avait de temps à autre fourni des renseignements à la *Stapo*,

¹⁰⁰ Déclarations datant de 1945 et 1946 (*Ibidem*).

¹⁰¹ *Eidessstattliche Erklärung* de H. Koenen, 26.6.1948 (AVG, dossier PP n° 42105/35107 H. Niederau, pièce 4/8). Niederau était connu à la *Stapo* comme étant "de 1934 jusqu'au moment de son arrestation le 4/1/1938, l'agent d'espionnage du Service de renseignements belge le plus connu à la Police de l'État d'Aix-la-Chapelle. Il était mentionné dans presque tous les dossier comme donneur d'ordre et de par ce fait répertorié dans tous les livres de recherches allemands", traduction PB.

celle-ci n'avait pas très grande confiance en lui. Selon Niederau, son arrestation eut lieu en territoire belge, près de la frontière, mais d'après Bardenheuer, qui y assista, elle se déroula du côté allemand du sentier frontalier. Il semble bien que Niederau ait été attiré dans un guet-apens : la veille de son arrestation, il reçut la visite d'"un envoyé" dont il ignorait le nom et qui lui dit que s'il ne se rendait pas à la frontière, sa famille allemande serait arrêtée. Il s'agit donc probablement d'une tentative d'enlèvement. Ajoutons que la *Stapo* ne reculait pas devant le rapt en territoire neutre ou ennemi, comme le montre l'exemple connu de l'enlèvement des officiers du SIS Richard Stevens et Sigismund Payne Best à Venlo en novembre 1939. Mais il s'agissait là d'une 'proie' autrement plus importante que Niederau. Ceci dit, Peter Schmitz a lui aussi failli à plusieurs reprises se faire enlever par des 'étudiants' allemands dans un café eupenois.

Condamné le 17 juillet 1939 aux travaux forcés à perpétuité, Niederau est incarcéré à Berlin-Moabit, puis à Brandenburg-Görden, avant d'être interné au camp de Sonnenburg, d'où il est libéré en avril 1945.

VI. Conclusions

Esquisse d'un profil des agents

Pour le recrutement d'agents sur le terrain pendant l'Entre-deux-guerres, des personnes ayant des relations professionnelles et personnelles de part et d'autre de la frontière belgo-allemande offrent un profil optimal. Un commerçant eupenois peut aisément profiter de ses relations en Allemagne pour obtenir des renseignements. Ses passages de frontière réguliers lui permettent de transférer plus ou moins aisément des documents. Il en va également ainsi pour les agents des chemins de fer. De plus, les frontaliers connaissent mieux que quiconque les moyens d'aller d'un pays à l'autre sans passer par un poste de douane. Un aspect bien connu du monde du renseignement est le rôle des tenanciers de cafés qui constituent un point de rencontre d'agents et un lieu de convergence des SR. Les cafés Deutmann à Gernereth, Karthaus à Hauset et Delsing à la gare d'Herbesthal en sont de bons exemples. Il en va de même pour les hôtels, un lieu de rendez-vous prisé entre commettants et agents. L'hôtel Siru à Bruxelles n'est d'ailleurs pas seulement fréquenté par Goldmann, Hopkins et leurs agents; à la fin des années trente, des fonctionnaires de services allemands (généralement l'*Abwehr*) y retrouvent des agents belges.

En termes de camouflage, des commerces ou bureaux de presse fictifs sont monnaie courante. Une connaissance de Schmitz est d'ailleurs chargée de vendre les cubes de bouillon Ola, ce qui lui permet de disposer de plus de temps pour ses activités de renseignement. Le courrier fait aussi l'objet de dissimulations. Certains échanges épistolaires s'effectuent sous le couvert de noms de femmes et avec des codes préétablis. Ainsi "Madame Schmitz" écrit à "Louise Maringer". Goldmann change régulièrement d'adresse et travaille en apparence pour toute une série de bureaux de presse fictifs.

D'autres subterfuges consistent à orthographier son nom de façon différente ("Karl" ou "Charles", "Goldmann" parfois avec un seul "n"), à avoir recours à des pseudonymes ("Simpson" ou simplement "S") et à pré-dater ses lettres de plusieurs mois. Si ceci ne semble pas très subtil au premier abord, cela donne quand même du fil à retordre aux enquêteurs allemands. Il est d'ailleurs très probable que les services allemands n'aient découvert qu'une partie des activités du réseau.

Cependant, la prudence n'est pas toujours de mise parmi les agents sur le terrain. Ainsi Schmitz s'endort régulièrement dans le train venant de Bruxelles, et ce n'est alors que grâce à la bienveillance de la gendarmerie qu'il parvient à descendre à la dernière gare belge avant la frontière ¹⁰². À plusieurs reprises, il est sur le point d'être enlevé par des étudiants allemands dans un café à Eupen : ce n'est que grâce à des avertissements de certains amis qu'il peut leur échapper. La pénétration du réseau Goldmann-Schmitz se fait sans grande difficulté, puisque c'est Schmitz lui-même qui révèle au *V-Mann* de la *Stapo* de Münster, Schuh, le nom qui se cache derrière la BP 524. Et si Maringer se rend encore en Allemagne le lendemain de la disparition de Koch, c'est parce qu'il obéit à la logique pulsionnelle du joueur plutôt qu'à sa raison. Quant au phénoménal Lemoine, il est aussi parfois trop sûr de lui, ce qui mène à son arrestation en 1938.

Beaucoup d'agents de renseignements sont attirés par l'appât du gain et monnaient parfois deux fois leurs renseignements. Schuh ne se contente pas de pénétrer le réseau Goldmann-Schmitz; il travaille aussi pour des officiers belges contre l'Allemagne et n'hésite pas, quand l'occasion se présente, à révéler à François Rox du SCI belge l'existence à Maastricht d'un noyau de Néerlandais et d'Allemands travaillant pour le *SIS* ¹⁰³. Le cafetier Deutmann semble également officier comme indicateur pour les Allemands comme pour les Belges. Beaucoup d'amateurs recueillent leurs renseignements dans des revues spécialisées et espèrent toucher de l'argent pour des informations qui sont en réalité déjà connues. Maringer travaille pour tout service lui proposant de l'argent et offre même à la *Stapo* de Cologne de faire sauter le réseau de Schmitz pour une certaine somme. Le cas de Basile Touwaide, qui confectionne des bunkers en carton pour tromper ses commanditaires, est par ailleurs plutôt amusant.

Mais pour certains, les motivations sont de nature plus militante. Ceci pourrait très bien s'appliquer à Goldmann et Schmitz qui semblent tous deux avoir été en contact avec des milieux pacifistes et qui ont leurs propres raisons pour combattre un réarmement de l'Allemagne. Goldmann, qui est d'origine juive, quitte l'Allemagne en 1933 pour l'Angleterre où il entre en relation avec un mouvement pacifiste et avec le *SIS*. Schmitz, bien qu'il ait combattu comme soldat allemand en 14-18, semble tirer des leçons

¹⁰² Entretien avec Inge Gerckens-Schmitz, 4.2006.

¹⁰³ PV d'audition de F. Rox par la *Stapo* d'Aix-la-Chapelle, 10.11.1941 (AVG, dossier SdR n° 3382089 F. Rox).

particulières de la guerre. Ses écrits sont marqués d'un pacifisme militant et il est un lecteur assidu des revues allemandes *Die Weltbühne* et *Das andere Deutschland*. Un lien avec le pacifiste Ernst Friedrich qui fuit l'Allemagne et réside à Bruxelles en 1936 n'a cependant pu être établi.

D'une manière générale, nous constatons que parmi les 48 personnes identifiées par nos soins comme agents ou collaborateurs occasionnels des services secrets belges ou alliés, ou encore ayant été approchés sans avoir fonctionné, figurent 26 Allemands, dont deux femmes. Le lieutenant de gendarmerie Furnémont est en rapport avec une dizaine de déserteurs allemands, qui peuvent constituer une source importante d'informations. Généralement, ces déserteurs se présentent au poste de gendarmerie de Raeren et sont conduits à la caserne de gendarmerie d'Eupen, où ils sont interrogés par Wandervelle et Furnémont. Parmi les autres Allemands, un certain nombre viennent s'installer légalement en Belgique pour y travailler. Par ailleurs, nous comptons au maximum 12 personnes qui pourraient être considérées comme des émigrés politiques, tout en ajoutant que quelques-unes d'entre elles ne sont pas reconnues comme tels par les



- Le *Kurhotel Bredohl* sur la route d'Aix-la-Chapelle à Eupen était le centre de ralliement et de réunion du *Heimattreue Front*, parti plaçant pour le retour des cantons de l'Est à l'Allemagne et largement soutenu par les services allemands. L'endroit était donc une source de renseignements intéressante pour les services de renseignements belges et alliés. (Collection CEGES, n° 35.780)



- L'aéroport *Butzweilerhof* près de Cologne fut aménagé en 1924. Il fut étendu en 1936, devenant dès lors le plus important à l'ouest de l'Allemagne. Les plans et l'activité de l'aéroport bénéficièrent de l'attention particulière d'agents comme Goldmann.
(Photo Lufthansa AG)

autorités belges, soit parce qu'elles ne peuvent pas prouver avoir effectivement été poursuivies, soit pour des raisons légales (ex. : un émigré qui entre en Belgique via les Pays-Bas, ce qui est fréquemment le cas, ne peut plus être reconnu en Belgique après l'accord conclu entre la Belgique et les Pays-Bas le 19 avril 1937). Au moins l'un d'eux veut se faire passer pour réfugié politique alors qu'il n'est poursuivi en Allemagne que pour fraude.

On pourrait penser que parmi les émigrés allemands figurent des personnes ayant été actives dans des organisations de gauche ou d'extrême gauche, étant donné que ces tendances politiques font l'objet d'une répression particulièrement intense en Allemagne nazie. Ce n'est pas le cas, du moins dans la liste (sans doute incomplète) que nous avons pu reconstituer à partir de documents de la justice allemande. Parmi les 12 émigrés politiques ou se disant tels, seuls deux semblent avoir une orientation politique marquée : le communiste Peter Dick, recruté par Furnémont en 1935 (il lui fournit des renseignements surtout politiques sur les SA, SS, RAD etc.) et le social-démocrate Karl Emonts, qui transmet quelques informations politiques et militaires à Rox et Delrez. Le cas d'Emonts est intéressant à plus d'un titre. Né à Eupen et membre du Parti

communiste allemand (*KPD*) entre 1919 et 1923, il est exclu du *KPD*, rejoint le *SPD* et devient secrétaire du syndicat libre des employés de banque à tendance social-démocrate. Placé par deux fois en *Schutzhaft* en 1933, il se réfugie en Belgique et se fixe à Eupen, où il devient en 1937 représentant du *Deutsche Freiheitspartei* (*DFP*), organisation de l'opposition non communiste allemande créée fin 1936 et disposant de sièges à Paris et à Londres. Emonts participe notamment à la transmission clandestine en Allemagne des *Freiheitsbriefe* du *DFP*. Il aurait également essayé de recruter au moins un déserteur allemand, accueilli à Eupen, pour les Brigades internationales en Espagne. À François Rox, il fournit quelques renseignements sur les dirigeants du *Heimattreue Front* à Eupen. C'est le seul des agents qui, selon Rox, n'a pas été payé. D'après la *Stapo*, Emonts est également en rapport avec un agent du *SIS* à Bruxelles. Le petit groupe autour d'Emonts est copieusement infiltré par la police allemande : pas moins de quatre agents de la *Stapo* le tiennent à l'œil (parmi eux, son voisin à Eupen qui fait semblant d'appartenir au *DFP* et qui 'participe' à l'envoi clandestin de *Freiheitsbriefe* vers l'Allemagne). Emonts, averti ou plus lucide que beaucoup d'autres, quitte la Belgique avant le 10 mai 1940¹⁰⁴.

Le rôle du BOX

Une chose particulièrement difficile dans les recherches sur les réseaux de renseignements est de retrouver le commanditaire initial des missions. Généralement, il est impossible de remonter au-delà d'un certain point. Nous connaissons dans ses grandes lignes la chaîne de commandement du côté belge. Si les bons rapports entre Schmitz et Goldmann d'un côté, et la gendarmerie belge (et donc l'EMGA), le Deuxième Bureau français et le *SIS* de l'autre, sont établis, la preuve formelle manque pour pouvoir décréter que Schmitz et Goldmann ont effectivement travaillé dans le cadre du BOX. Il existe cependant suffisamment d'indices permettant d'affirmer ce lien. Ainsi, la fondation Carnegie de Goldmann dispose de très bons rapports avec le gouvernement belge qu'elle approvisionne régulièrement en renseignements. Goldmann et Hopkins s'activent en Belgique vers le milieu de l'année 1935, moment à partir duquel Mampuy reconstruit officieusement un SR contre l'Allemagne, qui vient de rétablir le service militaire obligatoire. En même temps, les sources soulignent à plusieurs reprises les relations de Goldmann avec la Sûreté publique. L'argument le plus convaincant est néanmoins fourni par les deux notes alliées présentes dans le dossier de Jean Koch. Ces écrits, qui datent du jour de sa libération en 1945, indiquent qu'il a été envoyé à Düsseldorf par la Sûreté belge, le *SIS* et le 2^e Bureau français. Ceci montre que les missions effectuées à Düsseldorf – et peut-être d'autres encore – ont été commanditées conjointement par ces trois services. Or, nous ne connaissons aucun organisme au sein duquel ces trois services auraient collaboré, mis à part le BOX.

¹⁰⁴ Pour les activités d'Emonts, voir : son dossier à l'AVG; OE, dossier n° A 248620 W. Osbahr; documents de la *Stapo* d'Aix-la-Chapelle, 1937 (CEGES, AA 1423/501/3/449).

Par ailleurs, il importe de souligner que le BOX travaillait 'en profondeur', c'est-à-dire en Allemagne même, comme l'indique un des documents français cités en présentant l'organisation. Or, c'est bien ce que les agents de Schmitz et de Niederau faisaient. La deuxième note de 1945 indique d'ailleurs que d'autres renseignements rapportés par Koch pour Schmitz étaient destinés aux SR belges et français. Sans pour autant surestimer le travail de Niederau et Schmitz, nous pouvons dire que, si les SR français et belges étaient bien informés sur la réoccupation de la Rhénanie par les troupes allemandes le 7 mars 1936, c'est en partie grâce aux renseignements récoltés par les agents de ces deux hommes ¹⁰⁵, dont les activités étaient relativement importantes à cette époque. Comme le tableau de l'armée allemande dont le Haut Commandement français disposait à la veille de la guerre était non l'œuvre du SR, mais bien celle du Deuxième bureau, qui "utilisait des renseignements de sources diverses" ¹⁰⁶, on peut formuler l'hypothèse qu'une de ces sources était les réseaux de Schmitz et Niederau dans les cantons de l'Est belges.

Nous pensons ainsi avoir démontré que leur travail prend sa place dans la collaboration existante entre les services belges et ses homologues français et britanniques. Le BOX n'était en somme qu'un office d'échange de renseignements, de sorte que l'on peut avancer l'hypothèse qu'il n'avait pas d'agents proprement dits, et que Schmitz, Goldmann et autres, tout en renseignant leurs commettants respectifs (SIS, SR belge) faisaient ainsi, indirectement, profiter les trois pays concernés du fruit de leur travail, par le biais du BOX.

D'un point de vue sociologique

Concernant l'histoire des cantons de l'Est, la présente étude montre que la région était un territoire propice aussi bien pour les SR belge et alliés, qu'allemands. Ses habitants ont eu besoin de l'Entre-deux-guerres et même au-delà, pour trouver leur place dans l'État belge. Pour certains, qui voyaient des avantages à être belge ou qui était indifférents par rapport à ce changement, la nouvelle nationalité fut acceptée rapidement. Mais beaucoup espéraient un retour à l'Allemagne, même après 1933. La presse locale, sur laquelle plusieurs études ont été réalisées, témoigne des relations tendues entre pro-Allemands et pro-Belges, situation qu'elle a d'ailleurs largement entretenue, ce qui a encore augmenté la polarisation de la population. Dans ce contexte, l'implication de personnes dans les SR était plus qu'ailleurs perçue comme une occupation sale et malhonnête. Il n'était pas rare que des pro-Allemands, des personnes neutres et des pro-Belges se côtoient dans une même famille. Le travail pour un SR ne faisait alors

¹⁰⁵ La source première reste cependant Hans Thilo Schmidt. Voir PAUL PAILLOLE, *Notre espion...*

¹⁰⁶ HENRI NAVARRE et a., *op.cit.*, p. 82 et sv.

qu'amplifier des tensions encore parfois accrues par la peur d'être dénoncé par un parent ou voisin.

* PHILIPPE BECK (° 1976 à Verviers), a étudié les langues modernes à l'université de Louvain (UCL) avant d'enseigner à Wavre et à Bruxelles. Depuis 2004, il est collaborateur du *Grenz-Echo*. Auteur de plusieurs articles sur la littérature germanophone de Belgique, il prépare une thèse de doctorat sur les écrivains Josef Ponten (1883-1940) et Peter Schmitz (1887-1938). Il est soutenu par le Fond spécial de recherche de l'UCL et la Communauté germanophone de Belgique

* ETIENNE VERHOEVEN (° 1945 à Wetteren), est l'auteur d'un grand nombre d'articles et de quelques ouvrages sur divers aspects de l'occupation allemande ainsi que d'un livre sur l'assassinat de Julien Lahaut (avec Rudi Van Doorslaer). Il étudie les services de renseignements ayant eu une activité en Belgique entre 1914 et 1950.

Liste d'abréviations

AM	Auditorat militaire
AST	<i>Abwehrstelle</i>
AVG	Administration des victimes de la guerre
BArch	<i>Bundesarchiv Berlin</i>
BLAO	Bureau de liaison de l'armée d'occupation
BOX	<i>Bureau of Exchange</i>
BSAO	Bureau des statistiques de l'armée d'occupation
CDH	Centre de documentation historique des Archives du Ministère de la défense nationale
CMIC	Commission militaire interalliée de contrôle
CVP	<i>Christliche Volkspartei</i>
EK	<i>Eisernes Kreuz</i> (Croix de Fer)
EMGA	État-major général de l'Armée
e.r.	en retraite
Gestapo	<i>Geheime Staatspolizei</i> (Police secrète de l'État)
HC	"Honorable Correspondant"
HF	<i>Heimatreue Front</i> (Front patriotique, parti pro-allemand des cantons de l'Est)
HSTD	<i>Hauptstaatsarchiv Düsseldorf</i>
JMB	Justice militaire belge
KZ	<i>Konzentrationslager</i> (camp de concentration)
NIOD	<i>Nederlands Instituut voor Oorlogsdocumentatie</i>
NS	<i>Nationalsozialismus</i>
OE	Office des étrangers
RAD	<i>Reichsarbeitsdienst</i> (service du travail du 3 ^e Reich auquel chaque jeune allemand était astreint avant d'aller effectuer son service armé)
RSHA	<i>Reichssicherheitshauptamt</i> (Office central de la sécurité du Reich)
SCI	Service de contre-information
SCR	Service centralisation des renseignements français
SIS	<i>Secret Intelligence Service</i>
SP	Sûreté publique
SR	Service de renseignements
SS	<i>Schutzstaffel</i>
Stapo	<i>Staatspolizei</i> (Police de l'État)

Agents secrets à la frontière belgo-allemande

VGH *Volksgerichtshof*
V.o.E. *Verein ohne Erwerbszweck* (association sans but lucratif)